

Belgique/Belgie
PP
Liège X 9/1447
Autorisation de fermeture n°9/168 N° d'Agrégation P401159

Éditorial

La réflexion, par-delà toute violence

Le présent texte se voulait initialement un retour sur les attentats de Paris du 13 novembre 2015 et une réflexion sur les questions de violence et de radicalisation menée avec la distance critique que le temps écoulé depuis les tueries parisiennes semblait pouvoir permettre. Et voici que l'horreur frappe à nouveau, plus proche encore, y compris dans sa dimension spatiale, et nous ramène à la situation de saturation médiatique, sémiotique et émotionnelle que nous pensions avoir progressivement laissée derrière nous.

Il nous faut pourtant tenter de réfléchir, de débattre, d'analyser pour tâcher de comprendre et ce, par-delà l'horreur, par-delà la violence mais aussi par-delà certaines injonctions moralisatrices de type néoconservateur qui agitent joyeusement l'argumentation recuite à force d'être ressassée selon laquelle « vouloir expliquer, c'est déjà excuser », antienne débilite remarquablement dénoncée récemment par le sociologue Mateo Alaluf¹. De notre point de vue, le fait d'entendre un Premier ministre français affirmer grosso modo qu'il refuse de comprendre le problème qu'il est pourtant amené à résoudre ne nous paraît rien augurer de bon quant à la résolution du problème en question.

Dans une première tentative de réflexion effectuée dix jours après les événements du 13 novembre, le philosophe Alain Badiou, après avoir souligné le caractère inévitable et humain de l'affect face à de telles tragédies, pointait tout de même trois grands risques à laisser se développer trop longtemps cette « domination du sensible² ». Le premier est d'autoriser l'État à prendre des mesures inacceptables qui fonctionneraient à son propre profit ; le deuxième est le renforcement des pulsions identitaires et le troisième serait, selon Badiou, de faire exactement ce que les meurtriers désirent, à savoir provoquer une réaction démesurée, déchaîner « une passion telle qu'on ne pourra, à terme, plus distinguer entre ceux qui ont initié le crime et ceux qui l'ont subi³ ».

Dès lors, quelle solution ? Parvenir à penser, répond Badiou, notamment en partant du principe que rien de ce que font les hommes n'est inintelligible. « La déclaration de l'impensable, c'est toujours une défaite de la pensée, et la défaite de la pensée, c'est toujours la victoire précisément des comportements irrationnels, et criminels⁴. » Le présent numéro, conçu et élaboré bien avant les attentats du 22 mars, le fut avec l'ambition de s'inscrire dans cette démarche. Cela n'a pas changé. Et les risques listés par Badiou se voient également effleurés dans nos articles : de la réponse étatique qui se propose de « déradicaliser » certains individus, à la mobilisation médiatique et ses raccourcis stéréotypés clivants, tout en rappelant par ailleurs le caractère universel de la douleur et la violence subies sous prétexte de pureté religieuse avec l'évocation du sort atroce, parmi d'autres, des Yézidis d'Irak du fait de la folie de Daech.

Le diable n'existe pas, proclame Franco « Bifo » Berardi dans la préface à l'édition française de son ouvrage *Tueries*⁵ et qui, lui aussi, appelle à la raison et la réflexion pour tenter de comprendre. Ce qui existe, par contre, c'est un désespoir diffus prenant de plus en plus une forme suicidaire. Et Berardi de rappeler que, sous le vernis rhétorique (idéologique, politique, religieux ou autre), « la motivation profonde du suicide, son déclencheur, est toujours le désespoir, l'humiliation et la misère. Pour celui ou celle qui décide de mettre fin à ses jours, la vie est un fardeau insupportable, la mort la seule issue, et le meurtre l'unique revanche⁶ ».

Comprendre est la première étape incontournable dans un processus long et fastidieux qui ne peut avoir d'autre finalité que de déboucher sur un changement profond et radical de notre monde et des relations entre ceux qui le peuplent. Il n'y a pas de temps à perdre. ••

Julien Paulus, rédacteur en chef

Numéro spécial
«Radicalisme religieux»



Extrait de La vie de Brian des Monty Python

« Radicalisation » : analyse d'un discours médiatique

Par Clara Kerstenne

Le terme « radicalisme » – et ses dérivés – est aujourd'hui omniprésent, mais que reflète-t-il réellement ? Pourquoi ce terme général est-il très largement utilisé pour parler spécifiquement de l'islam ou des musulmans ? Dans le texte qui suit, nous commencerons par une brève présentation du mot « radical ». Ensuite, nous verrons comment « radical(isme)/(isation) est, dans les esprits, souvent associé(e) à la religion musulmane. Enfin, nous mettrons l'accent sur le rôle que peuvent jouer certains médias dans la propagation de cette association.

Tous radicaux ?

Commençons par une brève précision au sujet du terme « radicalisme ». Radical signifie : qui présente un caractère absolu, total ou définitif. Prenons par exemple le contexte politique dans le domaine scolaire. Les partisans d'une « autre école » souhaiteraient, sans nul doute, une transformation radicale des institutions scolaires, une transformation totale donc. Le mot « radical » peut aussi être utilisé afin de définir un genre d'action ou un moyen très énergique, très efficace, dont on use pour combattre quelque chose : une action radicale pour lutter contre les inégalités scolaires ou encore une action radicale contre le phénomène de ghettoïsation des écoles.

Continuons ensuite en faisant une distinction nette entre la radicalisation et la radicalisation violente¹. La première consiste à choisir un comportement to-

talement en adéquation avec ses convictions. Ainsi, un écologiste radical, un athée radical, un gauchiste radical appartiennent tous à cette première catégorie. La radicalisation violente, quant à elle, utilise la violence pour propager ou défendre ses convictions.

Baucoup d'entre nous sommes radicaux. En effet, si nous réfléchissons, il y a bien une chose dans ce monde à laquelle nous sommes radicalement, absolument opposés. À l'inverse, certaines idées, actions, décisions, changements rencontrent notre approbation la plus absolue, la plus radicale. Ainsi, on peut être radicalement opposé à tout propos raciste dans la sphère publique. Cela ne veut pas dire que l'on va forcément user d'un comportement extrême, violent contre les personnes tenant de tels propos. Cela veut par contre bien dire que l'on désapprouverait totalement ceux-ci.

> suite p.6-7

Dernier génocide des Kurdes yézidis de Shengal (Sinjar) : la monstruosité de Daech à l'état extrême

Par Aslan Iğrek, diplômé d'un master en Politiques économiques et sociales, membre de la communauté yézidie de Liège

Avant de me pencher sur l'ampleur des atrocités subies par les membres de la communauté yézidie durant l'interminable nuit du 7 août 2014, il me paraît indispensable de jeter un premier bref éclairage sur un point préalable : qui sont les Yézidis et pourquoi une telle haine à leur rencontre ?

La croyance yézidie est une survivance du Mithraïsme/Zoroastrisme de la Mésopotamie antique. Les Yézidis sont les dépositaires d'un calendrier que de plus en plus de chercheurs fixent à près de 4750 ans avant J.-C., ce qui les identifie comme l'un des tout premiers peuples des civilisations mésopotamienne et anatolienne aux côtés des Sumériens, Akkadiens, Babyloniens, Assyriens, Hourrites, Mitannis... Mais aussi l'un des peuples, pour ne pas dire le peuple le plus

méconnu et abandonné de la Communauté mondiale malgré la profondeur et l'ancienneté de ses racines ! Le yézidisme, ou yazdanisme, est l'unique croyance du peuple kurde (des Mèdes), pratiquée exclusivement dans cette même langue, jusqu'au tournant le plus mémorable et destructeur de leur histoire millénaire : les invasions arabo-musulmane, dans un premier temps, et ottomano-musulmane à leur suite.

> suite p.7



page une

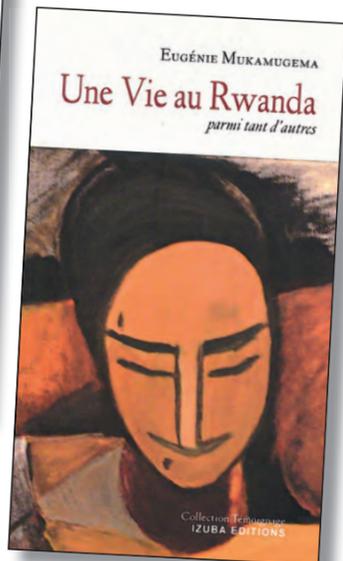
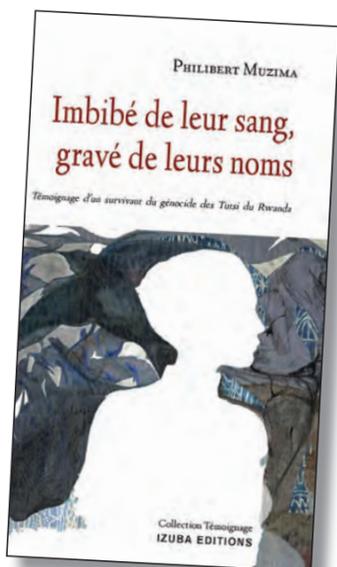
¹ Mateo ALALUF, « Expliquer, c'est excuser » in *Politique, revue de débats* n°94, mars-avril 2016, p.25.
² Alain BADIOU, *Notre mal vient de plus loin. Penser les tueries du 13 novembre*, Paris, Fayard, coll. « Ouvertures », 2016, p.8. Transcription d'un séminaire exceptionnel prononcé par Alain Badiou le 23 novembre 2015 au théâtre de la Commune d'Aubervilliers.
³ *Idem*, p.12.
⁴ *Idem*, p.13.
⁵ Franco « Bifo » BERARDI, *Tueries. Forcés et suicidaires à l'ère du capitalisme absolu*, Montréal, Lux, 2016.
⁶ *Idem*, p.22.

Auteurs & Compagnie

Depuis 2002, la maison d'édition Izuba s'investit dans un travail de mémoire sur le génocide des Tutsi au Rwanda.

À côté de l'analyse à proprement parler, le recueil de la parole des rescapés constitue un des aspects essentiels de sa ligne éditoriale. Une collection spécifique, « Témoignage », est d'ailleurs dédiée à cet effet. Pour parler de celle-ci, le 20 mai prochain, Izuba et Les Territoires de la Mémoire s'associent à nouveau et organisent une rencontre avec trois de ses auteurs : Spéciose Niwemugore (*Pour que tu saches*, 2016), Eugénie Mukamugema (*Une vie au Rwanda*, 2015) et Philibert Muzima (*Imbibé de leur sang, gravé de leur nom*, 2016). Cette discussion permettra de se pencher sur leurs expériences personnelles, leurs livres, mais également de s'interroger sur l'acte de témoigner en tant que tel (Quelles sont ces vertus ? Témoigner par écrit est-il souhaitable ? Le témoignage constitue-t-il une preuve ?). À travers leur cheminement, et en échangeant avec le public, les intervenants tenteront de donner des éléments de réponse à ces questions. Une soirée contre le « silence » et un hommage pour les victimes !

Cette rencontre d'auteurs aura lieu à 18h30, à l'Espace Rencontre de la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire, le vendredi 20 mai (Cité Miroir, Place Xavier Neujean 22, 2e étage - 4000 Liège)



page deux

Vendredi **20 mai** 2016
à **18 h 30**

La maison d'édition Izuba présente la collection **Témoignage**
avec Spéciose Niwemugore, Eugénie Mukamugema et Philibert Muzima

Espace rencontre de la Bibliothèque George ORWELL
Place Xavier Neujean 22, 4000 Liège (2^e étage)

LA CITE MIROIR
SAUVENIÈRE

IZUBA
maison d'édition

TERRITOIRES
DE LA MÉMOIRE

Les acteurs de l'histoire, c'est vous!

Logos of various partners: Val de la Vesdre, Province de Liège, Province de Namur, Liège, FOSTER, et/ias, P&V, etc.

Tarifs réduits à La Cité Miroir*

Les acteurs de l'histoire, c'est vous!

Devenez membre

Versez 10€ (5€ pour étudiant) sur le compte BE14 0682 4315 5583. Une carte vous sera envoyée et vous bénéficierez des avantages.

Plus d'informations : www.territoires-memoire.be/membre

ASBL TERRITOIRES DE LA MÉMOIRE
CENTRE D'ÉDUCATION À LA RÉSISTANCE ET À LA CITOYENNETÉ

*Pour les activités programmées par Les Territoires de la Mémoire asbl, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl et MNEMA asbl.

Exil

Ancien professeur d'arts plastiques dans l'enseignement secondaire artistique, Jean Marie Pieron n'a jamais cessé durant son temps libre, de dessiner, de peindre, de sculpter... de créer.

Son parcours artistique, à l'image de ses pratiques, est riche et varié. Il a été exposé plusieurs fois à titre individuel, mais a également participé à plusieurs expositions collectives dans des centres culturels et des galeries en Province de Liège. Pour concevoir celles-ci, Jean-Marie Pieron s'est notamment beaucoup intéressé aux liens existant entre art plastique et jazz. En collaboration avec l'auteure liégeoise Béatrice Libert, il a effectué un travail articulant dessin et poésie qui a connu une publication sous forme de livre, *Jamais le chant ne se taira* (autoédition, 2014). Dans la même perspective, il a illustré des poèmes de Jacqueline Held pour l'ouvrage *Des mots de soleil* (Couleur livres, 2015).

Depuis plusieurs mois, Jean-Marie Pieron est heurté par la situation de détresse des réfugiés et des migrants fuyant leur pays pour trouver la paix en Europe... Une actualité qui l'a incité à exprimer son ressenti à travers l'art. Pour lui, « le sujet est souvent un prétexte pour créer des images chargées d'un certain pouvoir d'expression, les dessins d'exil se sont livrés à moi tout naturellement. Je désirais toutefois une dimension autre et le texte poétique écrit par Jenny Frankignoul m'a tant ému qu'il m'a paru évident de les associer. Une maquette est née et d'autres créations (peintures, dessins, sculptures) sur le sujet ont suivi pour aboutir à l'exposition Exil dans laquelle deux aspects sont abordés. Il y a la route comme phénomène collectif de mouvance avec sa teinte de drame humain et, plus intérieur, le questionnement individuel autour de l'identité en mutation, identité de l'exilé mais aussi celle de l'accueillant ».

Les Territoires de la Mémoire vous invitent à venir découvrir le fruit de ce travail graphique humaniste.

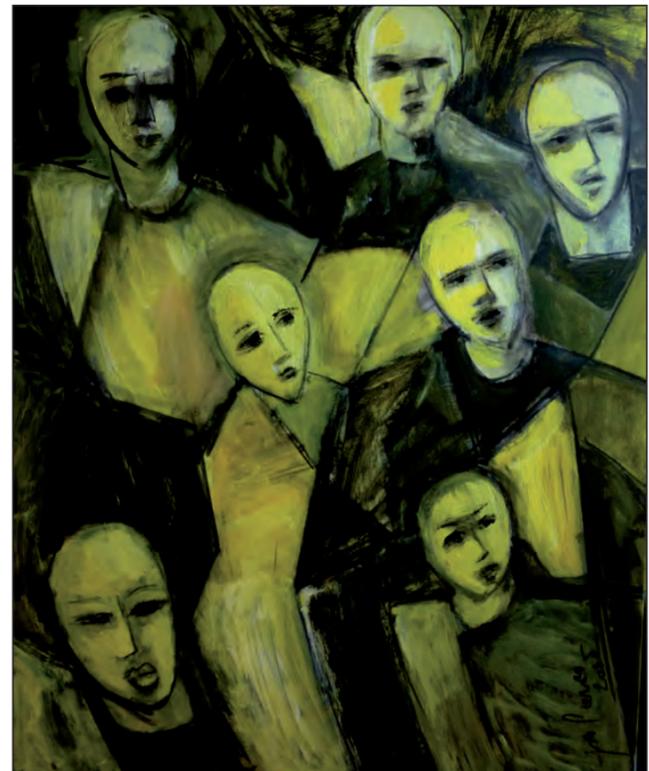
L'exposition sera visible du vendredi 3 juin 2016 au dimanche 3 juillet 2016.

Horaires d'ouverture :

- du lundi au vendredi de 9h à 18h
- samedi et dimanche de 10h à 18h

Entrée libre

Le vernissage aura lieu le jeudi 2 juin 2016, à 18h, à L'Espace Rencontre de la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire.



page trois

La revue Aide-mémoire fait débat

Le 17 mars dernier, une première rencontre thématique avec des lecteurs de notre revue avait lieu dans l'espace rencontre de la Bibliothèque George Orwell, à la Cité Miroir. L'occasion de prolonger les débats et réflexions autour du numéro 75 consacré à la question générale du radicalisme.

Le 17 mars dernier, une première rencontre thématique avec des lecteurs de notre revue avait lieu dans l'espace rencontre de la Bibliothèque George Orwell, à la Cité Miroir. L'occasion de prolonger les débats et réflexions autour du numéro 75 consacré à la question générale du radicalisme.

Pour rappel, dans l'optique d'ouvrir la revue *Aide-mémoire* à plus d'échanges avec les citoyens, de permettre à ceux-ci de s'emparer davantage de cet outil, de s'y exprimer et de faire entendre leur voix, nous lançons cette année un dispositif de rencontres thématiques.

À chaque sortie de numéro, l'idée est de rencontrer un ou plusieurs contributeurs pour prolonger leurs réflexions et surtout en lancer d'autres en favorisant la participation des lecteurs. Nous souhaitons en effet que la revue ne reste pas l'objet de ses auteurs et encourager de la sorte notre public à y contribuer par ses réflexions et pourquoi pas par un article.

Pour 2016, la thématique générale, le radicalisme, sera déclinée au fil des trois premiers numéros. Le précédent numéro portait sur la redéfinition générale de ce concept, de ses usages et mésusages langagiers, sans le cantonner à une sphère en particulier. Le présent numéro tente quant à lui de décrypter les faits de violence contemporains (type les événements du 13 novembre) et de voir en quoi leurs causalités sont beaucoup plus profondes et plus larges que les seules questions religieuses, celles-ci étant finalement ramenées à un simple étendard, une fine couche de vernis idéologique censée justifier des actes dont les mécanismes sont en réalité plus profonds mais qui constituent par ailleurs des sujets faciles pour le discours médiatique.

C'est autour de ces épineuses questions que nous vous proposons de nous rejoindre le jeudi 9 juin 2016 à 19h pour une rencontre destinée à prolonger la discussion, s'interroger ensemble sur ces enjeux contemporains et tenter de dégager des pistes de réflexion en présence de plusieurs contributeurs de ce numéro d'*Aide-mémoire*.

Rencontres thématiques avec les lecteurs d'Aide-mémoire



Où ?

Espace rencontre de la Bibliothèque George Orwell, à la Cité Miroir, place Xavier Neujean 22 - 4000 Liège (2^e étage)

Quand ?

Le jeudi 9 juin 2016, à 19h00.

« Jeunes islamistes liégeois », non ! « Jeunes radicaux », peut-être !

Un récit de rencontres, par **Gaëlle Henrard**

Novembre 2014, Foire du Livre politique de Liège. On est à la Cité Miroir, lieu important du monde socioculturel liégeois. Invitée pour la seconde fois déjà à venir présenter le travail qu'elle réalise, la maison des jeunes de la commune de Saint Nicolas (MJ Saint Nicolas) dispose de son espace au milieu des stands de maisons d'édition, revues et associations à caractère militant et politique.

Les jeunes filles du collectif « Barbarie » interrogent la place de la femme, de la jeune fille, les préjugés et traitements dont elles sont victimes, les stéréotypes auxquels elles devraient correspondre. Les jeunes du crew « Ambiance néfaste » viennent quant à eux présenter leurs raps et ont pour tâche de clore le cycle des conférences. Ils présentent différents textes originaux, aux propos tranchés et sans concessions. Un de ces textes va davantage faire parler de lui : Le Cri de Bosnie du groupe « Le Silence des Mosquées » cristallise l'attention. Le mot « Bosnie » y est remplacé par celui de « Palestine » et l'« Allahou akbar » va concentrer les attentions à venir. Grosso modo, les textes des autres rappers sont renvoyés dans l'ombre. L'organisateur de la Foire recueille une interpellation émanant manifestement d'un chercheur universitaire : Qu'était-ce donc que ces « jeunes islamistes liégeois » ? D'autres interpellations suivront... dans le contexte politique qu'on connaît (même si « Charlie » n'avait pas encore eu lieu).



page quatre

Cet événement devient un point de départ pour plusieurs rencontres. D'une part, parce que ces jeunes souhaitent apporter une réponse aux allégations dont ils sont l'objet, d'autre part parce que Marco Martiniello, sociologue à l'Université de Liège qui travaille notamment sur les questions de l'immigration et des expressions artistiques urbaines, demande à les rencontrer (voir entretien ci-contre). C'est le début d'un travail conjoint pour décloisonner deux mondes aux codes et aux langages bien différents : un monde populaire, précarisé, et un monde universitaire, celui des « intellectuels ».

Deux mondes, deux langages, un même constat

Cette rencontre, c'est d'abord l'histoire de ceux qui finissent eux-mêmes par s'appeler les « précaires », l'histoire d'une catégorie de déclassés scolaires et économiques. Dans leurs conversations, il est question de papiers à remplir pour le CPAS, de « devoirs » à terminer, de leçons à étudier, et plutôt avec des pieds de plomb. À défaut d'avoir suivi le chemin « classique » des études qui permettent de pousser un jour la porte du monde universitaire, ces jeunes feraient plutôt partie de ceux qu'on étudie dans certaines facultés de sociologie. Ils déplorent d'ailleurs le fait que des gens mènent des recherches sur eux, passent des carrières entières à les étudier, eux, les jeunes, les précaires, mais que ces intellectuels qui « comprennent » mieux que leurs objets d'étude pourquoi ceux-ci sont dominés ne reviennent jamais vers eux avec leurs analyses.

D'une stigmatisation religieuse, point de départ de cette rencontre, il apparaît qu'il serait davantage question d'une stigmatisation sociale. Dans le côtoiement de ces mondes, ou plutôt dans leur non-côtoiement, il y a un peu de ce que Bourdieu a défini comme le « racisme de l'intelligence » : une forme hautement euphémisée du racisme, celle qui, dans un double mouvement, d'une part discrédite et discrimine sur « base d'"intelligence"¹ », c'est-à-dire en se fondant « sur ce que mesure le système scolaire sous le nom d'intelligence² », et d'autre part travaille à sa propre légitimation en demandant à la science de fonder son pouvoir. « Le classement scolaire est une discrimination sociale légitimée et qui reçoit la sanction de la science³. » Cette affirmation n'a pas vieilli, comme le rappelle Galaad Wilgos dans un récent article : « Le savoir n'a jamais été autant un pouvoir : le peuple est gouverné, épaulé, chapeauté, éduqué et dressé par une phalange disparate de diplômés en communication, droit, commerce, jusqu'aux sciences les moins humaines.

L'intellectualisme se porte à merveille [...]⁴. » Et de poursuivre : « L'illusion d'une libération par l'unique accession au savoir, par le débat intellectuel, par les analyses scientifiques, ne s'est jamais aussi bien portée⁵. »

Or, si un fossé sépare ces deux mondes, il ne se mesure pas sur l'échelle de l'intelligence : « Contrairement à ce que les intellectuels peuvent penser, ce n'est pas tant parce que les gens normaux sont idiots qu'ils les ignorent, que parce qu'ils ne ressentent plus aucun lien avec eux. [...] Les intellectuels contemporains semblent former une corporation détachée, une communauté particulière, distincte de la communauté de tous et dont les lieux de discussion ne sont plus ceux de la sociabilité en commun (lieux de travail, bars, cafés, marchés...) mais leurs propres quartiers (académies, universités, commissions...⁶. »

À travers le travail qu'ils mènent au sein de la MJ de Saint Nicolas, les jeunes rappers d'« Ambiance néfaste » ont développé une conscience aigüe de la situation de domination dans laquelle ils se trouvent et dénoncent cette violence symbolique qui s'exerce sur eux. Pour autant, ils ne se positionnent pas en victimes. Malgré les différences de catégorie, de classe sociale et de langage, ils perçoivent un point de ralliement dans un certain discours qui, s'il n'est pas similaire, est en tout cas comparable. « On fait les mêmes constats », disent-ils. Ils aiment d'ailleurs à se présenter comme des « sociologues de la rue » et déclarent faire de la sociologie et de la philosophie de manière artistique. Dans cette perspective, ceux-ci s'étonnent du jugement posé sur eux par une institution universitaire qui a pourtant fait de la critique objective un de ses mots d'ordre. Pourquoi n'ont-ils pas été compris et entendus ? Pourquoi a-t-on voulu voir autre chose que ce qu'ils avaient à dire ? Questionnement que l'on retrouve chez d'autres rappers : « Sous prétexte qu'untel a une formation politique, qu'il a des connaissances, sous prétexte que j'ai été "maladroit" et qu'il ne l'aurait pas été, lui, maladroit, sous prétexte qu'il est dans "la réflexion permanente", qu'il a une "idéologie", qu'il se tient à une "ligne politique", sous prétexte de tout ceci, untel se croit meilleur que moi sur le terrain de l'engagement. C'est du paternalisme. Désolé de ma réaction épidermique. Mais c'est une forme de colonialisme. Certains "anticolonialistes" de la gauche radicale ont des relents néocoloniaux ! [...] On devrait être des alliés ! Mais on ne l'est pas. À cause du symbolisme. Il y a condescendance, il y a violence symbolique, et ça nous empêche de nous parler⁷. »

Même constat pour le rappeur Lino (ex Ärsenik, membre du collectif Secteur Ä) : « Tout est fait pour que le peuple n'ait jamais la parole – la parole, c'est les autres. La télévision, les pupitres, ce n'est pas notre place ordinaire. C'est donc important, quand on peut l'attraper, cette parole, de l'utiliser. [...] On ne nous donne pas le droit au second degré. On nous refuse la possibilité de faire autre chose que ce qu'on attend de la banlieue [...]⁸. »

Face à la mauvaise compréhension de leurs textes, ces jeunes de Saint Nicolas m'expliquent que chaque mot est important, que le message n'est pas composé au hasard, même s'ils reconnaissent que le choix de certains mots est aussi guidé par le flow. Alors si on prend le temps d'analyser des textes académiques, pourquoi ne pas accorder le même temps et le même crédit aux textes de rap, même si parfois, comme ils le disent eux-mêmes, ça a l'apparence « d'un cri de colère affectif d'un



gamin des rues ». Lino rappelle que « quand tu fais du rap, les préjugés restent : tu es la dernière roue du carrosse. Tu es l'idiot du village. On continue de nier le travail d'écriture. [...] Le rap subit tout simplement les mêmes préjugés que la banlieue⁹ ».

Et les jeunes Liégeois de conclure : « L'intelligence c'est la réflexion et non la culture. Malgré notre air hip hop, on sait tenir une conversation, on sait réfléchir sur des sujets importants. »

Décloisonner et mettre en parallèle

Leurs objectifs sont multiples et pas nécessairement conscients. Sur le plan personnel, il y a l'idée de trouver une place, peut-être aussi de quitter celle qui leur a été assignée, de s'émanciper. Même s'il leur faut encore mettre le pied dans la porte, les gens commencent à voir qu'ils sont là. En tentant d'amener le rap là où il ne se trouve pas habituellement vient aussi l'idée d'une forme d'émancipation et la volonté de faire douter un monde plus installé, dominant, quant au jugement que celui-ci porte sur eux. Ce qui, par ailleurs, fonctionne dans les deux sens. Ainsi, à la Foire du Livre politique, se demandaient-ils en rigolant, face à des jeunes de leur âge habillés en « costard cravate » : « Qu'est-ce que je fais, je les rackette, je les tape ou je leur pose des questions ? Ça se passe comment ? » Ce genre de rencontre « apporte une égalité », disent-ils, et leur permet in fine de partager leurs textes avec un public qui ne les aurait probablement jamais écoutés en temps normal, et d'enrichir ceux-ci de ces réflexions partagées.

Une autre finalité est également de mettre les discours en parallèle : critique des sociologues et critique des rappers. Ce travail de la MJ de Saint Nicolas fait passer le message qu'il y a des combats qui sont les mêmes et que ça vaut la peine, quand on est jeune, d'aller chercher dans la sociologie des réponses aux injustices qu'on subit, que ça peut éclairer. Cela leur permet aussi d'avoir des données pour étayer le constat du rapport de force qui s'exerce indéniablement sur eux, même s'« il n'est pas besoin d'un doctorat en science économique pour comprendre la domination subie¹⁰ ».

Cela donne des résultats concrets, un projet positif : la journée « Urban Mouv » du 2 avril 2016 qu'ils ont montée en parvenant à rassembler près de 20 maisons de jeunes et toute une série d'intellectuels du monde universitaire. L'idée de cette journée était de présenter conjointement des activités et représentations hip hop (rap, graffiti, danse, expositions, concerts) et des conférences plus académiques sur l'immigration, la place de la femme, la parole politique des jeunes, le tout dans le but de mélanger les gens, de les faire se rencontrer. Le hip hop y est présenté comme un exutoire qui a un impact sur la société, qui n'est pas enfermé dans un ghetto, qui n'est pas une sous-culture et qui peut échanger avec le monde universitaire. Il y a de la démocratie culturelle dans tout ça !

Jeunes « radicaux » ?

Au fil de nos échanges s'est également posé la question de la légitimité de la parole, de qui avait légitimité et autorité pour parler de tel ou tel sujet. Même s'ils n'ont pas la méthode, le regard extérieur, comment donc refuser une légitimité d'analyse à ceux qui vivent les choses, les difficultés, les injustices ? « Le monde politique est trop prétentieux ; il est coupé de la base. Nous, on est la base, on transpire la base, on la connaît. On comprend son langage, on la garde droit dans les yeux¹¹. »

Ensuite, dans un essai paru dernièrement¹², Jean-Pierre Siméon, poète et dramaturge, engagé pour une poésie insurrectionnelle et sans compromis, tente de montrer en quoi elle est « une force d'objection radicale » à notre société caractérisée par une « extraordinaire force de décervelage ». Il explique que « nous sommes soumis à longueur de journée à des représentations du monde, à des discours qui véhiculent ces représentations et qui (...) enferment notre compréhension des choses, de notre propre existence comme du destin collectif, qui nous immobilisent. »¹³ Toutes choses qui passent « par le langage commun, partagé, que nous entendons tous, tous les jours (...) ». Pour lui, « le grand malheur de notre temps, c'est que l'on n'arrête



pas de parler d'écart entre les élites et le peuple mais, au fond, à l'origine de tout ça, la vraie question est celle de la langue : les moyens d'oppression, ce ne sont plus le fusil, c'est bien plus subtil et bien plus malin, bien plus fort, c'est cette langue qui nous pénètre par tous les moyens. (...) Et nous avons tendance à nous soumettre, parce que la chose la mieux partagée du monde, et je la partage aussi, c'est la paresse. La paresse de la conscience¹⁴ ». Sur la compréhension de la réalité, il poursuit : « Les philosophes, les sociologues, tous les «-logues» du monde cherchent à saisir la réalité, mais on oublie toujours la façon dont les poètes saisissent cette réalité (...)»¹⁵. Il présente le poète comme quelqu'un qui s'oppose à ce qu'il appelle « la langue cravatée », celle qui nous est donnée aujourd'hui : « La poésie a toujours été une objection libertaire à l'organisation du monde et à la pensée du monde telle qu'elle est constituée dans l'imaginaire collectif par le pouvoir et les idéologies dominantes¹⁶. »

C'est amusant, à la question « À quoi sert la poésie ? », le comédien et metteur en scène André Wilms répondait : « Elle devrait servir à radicaliser les gens. (rires) Elle devrait ne pas être... Elle devrait servir à diviser les gens¹⁷ », une réponse à contre-courant et qui donne matière à penser l'usage que nous faisons des mots.

1 Pierre BOURDIEU, « Le racisme de l'intelligence », in *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1984, p.266.
 2 *Ibid.*
 3 *Ibid.*
 4 Galaad WILGOS, « L'autonomie populaire contre l'intelligentsia », in *Ballast*, Automne 2015, n°3, p. 111.
 5 *Ibid.*
 6 *Idem*, p. 123.
 7 MÉDINE, entretien de la revue *Ballast*, 29/09/2015, consulté à la date du 9 mars 2016, <http://www.revue-ballast.fr/medine-faire-cause-commune/>.

8 LINO, entretien de la revue *Ballast*, 20/07/2015, consulté à la date du 9 mars 2016, <http://www.revue-ballast.fr/lino-tout-est-fait/>.
 9 LINO, *Idem*.
 10 Galaad WILGOS, *op. cit.*, p. 127.
 11 MÉDINE, *op. cit.*
 12 Jean-Pierre SIMÉON, *La poésie sauvera le monde*, Paris, éd. Le Passeur, coll. Hautes Rives, 2016.
 13 Jean-Pierre SIMÉON, entretien de la revue *Ballast* par Adeline BALDACCHINO, 17/10/2015, consulté à la date du 10 mars 2016, <http://www.revue-ballast.fr/jean-pierre-simeon/>.
 14 *Ibid.*
 15 *Ibid.*
 16 *Ibid.*
 17 Documentaire poétique de Marc Alexandre OHO BAMBE et Anglade AMEDEC pour Africultures et « On A Slamé Sur La Lune », à l'occasion du Festival Littéraire « Le goût des autres » de janvier 2013 au Havre, https://www.youtube.com/watch?v=VoVugfU3_c.

Entretien avec Marco Martiniello, docteur en sciences politiques et sociales et directeur du Cedem (Centre d'Études de l'Ethnicité et des Migrations)

Gaëlle Henrard : Quel est votre point de vue de sociologue sur cette collaboration et ce travail de décloisonnement entre deux mondes ?

Marco Martiniello : C'est clair qu'il y a un cloisonnement qui est là. Ce sont des mondes qui ne se connaissent pas, qui ne se parlent pas. Des jeunes de quartiers populaires, de différentes origines, des garçons, des filles, des personnes qui peuvent avoir des orientations sexuelles différentes, etc., tous essaient de tenir la tête hors de l'eau et peut-être même plus, de donner un sens à leur vie dans une société qui ne leur facilite pas la tâche et ne leur offre rien. Je dirais que c'est plus qu'une perception parce que la situation est loin d'être florissante surtout dans certains quartiers. Et puis il y a ce qu'ils perçoivent de l'université. Je me suis rendu compte qu'en fait, ils ne savent pas ce que c'est. La première fois qu'ils sont venus, c'était la première fois qu'ils mettaient les pieds ici et pour eux, c'est une espèce de boîte noire avec des gens qui parlent bizarrement et qui n'ont pas nécessairement envie de les rencontrer, de les entendre et de les écouter. Ma démarche a toujours été de décloisonner tous ces mondes, en l'occurrence ici un monde jeune, populaire et un monde universitaire. Même si, bien sûr, d'autres décloisonnements sont possibles.

J'ai contacté ces jeunes parce que mes recherches portent sur l'importance des expressions artistiques dans la cohésion sociale, dans la politisation des publics : comment les pratiques artistiques peuvent donner un sens et des projets à des jeunes qui sont un peu en recherche de positionnement dans la société ? Ce n'était pas directement lié à l'incident de la Foire du Livre politique, même si mon réflexe, quand on m'a rapporté cette interpellation, a été de me dire « il faut que je les rencontre ». Très clairement, je me suis tout de suite rendu compte que je ne rencontrais pas un groupe de jeunes radicaux mais des jeunes en questionnement, en interrogation profonde sur la société et sur leur place dans celle-ci. Et oui, dans cette perspective, des messages qui peuvent parfois sembler hors propos ou forts sont aussi une manière d'essayer de montrer aussi qu'on existe.

Notre rencontre est partie de là. Et ma position a été très claire : je suis un vieux mec qui a grandi dans les quartiers populaires et qui a connu des difficultés semblables à une autre époque ; je suis arrivé à la fin des périodes glorieuses, donc moi quand j'ai grandi, c'était déjà la crise. En 1973, j'avais 13 ans. J'ai été socialisé dans un discours qui a toujours été le discours de crise. Mais en leur racontant tout ça, je ne voulais ni prendre la parole à leur place, ni leur faire croire que j'étais comme eux, parce que, il n'y a rien à faire, je suis dans une certaine catégorie d'âge, j'ai des responsabilités universitaires, donc je ne peux pas, moi, commencer à me mettre en training avec la casquette et dire « yo ! yo ! je suis avec vous les potes ! ». Ce n'est pas ça le but. Je pense toutefois qu'il est utile, possible, important d'avoir ce type de dialogue entre des personnes qui sont dans des « mondes » différents mais qui, quelque-part, sont tous pris dans les enjeux globaux de nos sociétés.

Gaëlle Henrard : Ils se disent « sociologues de la rue » et estiment faire des constats similaires à ceux des sociologues mais par le biais artistique...

Marco Martiniello : Et c'est ce biais qui m'intéresse particulièrement. Je crois que c'est vraiment un vecteur d'expression et de réflexion très important. On a d'ailleurs

eu une expérience qui, pour moi, est vraiment très importante. À la fin de notre première rencontre, on voulait se revoir et continuer à discuter et l'accord avait été pris qu'ils lisent quelques-uns de mes articles, en échange de quoi ils m'avaient répondu : « Chiche ! Vous êtes capable d'écrire un texte de rap ? ». Certains d'entre eux pensaient peut-être que je ne le ferais pas mais je l'ai fait. C'était mauvais mais peu importe, l'objectif n'était pas là. Eux ont passé du temps à lire mes articles, ils ont fait des ateliers de lecture pour les lire et ils ont même fait un rap à partir de ce qu'ils pensaient pouvoir retenir de ces articles et moi, j'ai essayé d'entrer dans leur langage. Je trouve que ça, ce sont des expériences fortes. En tout cas, pour moi, c'était vraiment fort et j'avais la volonté de retourner vers eux. Je ne voulais pas faire un entretien et puis merci au revoir. C'est quelque chose qui, j'espère, va durer mais sans qu'il y ait un objectif précis. Bien sûr, cette expérience fera l'objet de publications scientifiques mais l'important est d'échanger, de discuter et de poser des enjeux ensemble et de voir comment on analyse une même réalité à partir de points de vue différents. Et ça, je crois que c'est important parce qu'il existe de moins en moins de tels espaces de discussion.

Gaëlle Henrard : D'autant que le discours de ces jeunes souffre d'un manque de légitimité d'analyse que l'on attribue plutôt au discours scientifique...

Marco Martiniello : Et encore, la légitimité maintenant, elle est plus du côté des amuseurs, dans les talk-shows etc. En Belgique francophone, celui qui fait l'opinion politique, c'est Pierre Kroll. Je n'ai rien contre Pierre Kroll en tant que personne mais je trouve qu'on fait trop peu appel aux intellectuels et, effectivement, encore moins aux gens qui vivent les choses.

Par cette expérience, je renoue avec quelque chose que je n'ai, en réalité, jamais vraiment quitté. Pour moi, la patte de la sociologie, c'est le contraire de la tour d'ivoire. Je me suis toujours considéré comme un acteur parmi d'autres dans la société, avec un point de vue qui est ce qu'il est et qui doit être combiné avec d'autres points de vue. Je ne suis pas dans une démarche positiviste, qui dit « c'est comme ça ». En même temps, c'est vrai qu'on applique des méthodologies bien particulières. Mais je n'ai jamais perçu l'université comme une tour d'ivoire. Je viens d'une tradition de sociologie fortement imprégnée du terrain et je fais par ailleurs partie d'une génération de sociologues issus des classes populaires, issus de l'immigration et pour qui la sociologie était peut-être à l'époque ce qu'aujourd'hui le hip-hop est pour d'autres. Je dis donc à ces jeunes que je n'ai pas l'impression de ne pas les comprendre, mais je refuse en même temps de me placer comme le sociologue qui va leur dire comment ils doivent faire. Maintenant quand ils me demandent mon avis, je leur donne. Je leur ai d'ailleurs dit que la journée qu'ils ont organisée le 2 avril est déjà un grand succès. Parce que bien sûr, le jour J ce sera l'apothéose mais le plus important c'est le processus. Il faut se rendre compte, ils ont mis 20 maisons de jeunes ensemble avec des moyens totalement dérisoires ! Et moi, en tant que sociologue, je peux relayer ça dans d'autres mondes justement. Je considère d'ailleurs que ces jeunes sont en avance sur beaucoup de théoriciens du multiculturalisme puisque, eux, ils le vivent, ils l'expérimentent, ils sont dans une dynamique de projet, ils savent qu'il y a des parcours différents, des origines culturelles différentes. Ils



ne sont pas cons, ils le savent bien. Mais c'est secondaire par rapport à ce qui compte, c'est-à-dire leur projet. Et ça, pour moi, c'est vraiment important de montrer qu'on n'est pas face à des voyous, des gens repliés sur eux-mêmes, violents, bref tous les clichés qui circulent.

Tout cela est question de positionnement. Mais je crois qu'il faut inventer, dans l'interaction, des modalités de dialogue. Ils n'attendent pas que nous arrivions là et que nous nous exprimions avec leurs codes. Ce serait d'ailleurs complètement idiot, artificiel, déplacé et insultant même. Mais d'un autre côté, je ne suis pas gêné, si je ne comprends pas, de leur demander. Et j'attends qu'ils fassent la même chose avec moi.

Gaëlle Henrard : Quelle est votre lecture de l'interpellation qui a lieu suite à leur représentation à la Foire du Livre politique de 2014 ?

Marco Martiniello : Je crois que cela révèle une certaine tension dans la société où on a tendance à prendre les mots prononcés au premier degré, ce que beaucoup de gens semblent avoir fait dans ce cas-ci. Certains ont même parlé d'« appel au djihad ». Pour moi, cela révèle une tension, un inconfort dans la société par rapport à des thématiques qui sont extrêmement complexes. D'autant qu'il s'agit ici d'un groupe dans lequel il n'y a pas que des musulmans. On en a parlé, notamment avec celui qui avait dit ce texte : ils voulaient attirer l'attention sur des problèmes importants et je ne suis même pas sûr, mais il faudrait leur demander, qu'ils aient anticipé le type de réaction que cela pouvait susciter.

Je n'ai pas l'intelligence la répartie d'un sociologue,

Mais moi je suis dans l'échange des différentes parties du globe

Si c'était le cas, Je m'intéresserais à l'islamophobie

Je ferais constat d'une manipulation médiatique.

(Teaser, Ak-Flow)

Dois-je fais gaffe à mes propos ? que vous mettez hors contexte

À notre place des robots c'est ce qui me laisse perplexe

(Teaser, Ak-Flow)



page cinq

Ainsi, nous pouvons également nous poser la question de savoir si la politique visant à exclure tout foulard ou voile dans l'espace public n'est pas une politique radicale. Cette politique peut en effet conduire à un certain nombre d'arrestations de femmes voilées, parce que vêtues d'un niqab dans l'espace public. À l'inverse, la politique telle qu'elle est appliquée en Iran, et qui consiste à punir les femmes ne portant pas de voile, peut être tout autant qualifiée de radicale.

Nous pouvons donc dire que nous sommes tous susceptibles d'adopter des points de vue « radicaux » sur certains sujets. Cela devient un problème seulement lorsque cette radicalisation penche vers la violence ou incite à des comportements haineux. Cependant, aujourd'hui, le phénomène de radicalisation est automatiquement perçu de manière extrêmement péjorative et très largement associé à l'islam, enfermant « le musulman » dans cette image de terroriste radical. Pourquoi ? Quel rôle les médias peuvent-ils jouer dans la propagation de cet amalgame au sein de l'opinion publique ?

Le discours médiatique d'une intégration « ratée »

« Ces jeunes, dont les parents se sont mal intégrés, incapables de s'habituer aux coutumes belges ». Tels sont les types de discours généralement véhiculés lorsque l'on parle de l'échec de l'intégration. Il est selon nous très éclairant de se pencher sur les éléments qui composent ce discours, afin de les déconstruire et de saisir dans quelle mesure ils participent à établir de véritables associations mentales pouvant créer de réelles barrières sociales.



page six

Premièrement, il y a l'islam. La religion musulmane est, en effet, souvent associée à un élément perturbateur du processus d'intégration. Ainsi dans l'émission Questions à la Une d'avril 2012 intitulée « Faut-il craindre la montée de l'islam ? », on a pu entendre des discours journalistiques tels que : « Pour certains observateurs une partie de la population musulmane se radicaliserait [...] ». On observe donc, d'une part, une attention particulière des médias vis-à-vis des signes d'appartenance à la religion musulmane et, d'autre part, la présentation de ces signes comme des revendications culturelles ou religieuses qui seraient contraires à l'idée d'intégration.

Sur le processus d'intégration, on décèle dans les médias une posture plutôt assimilationniste. Le concept d'assimilation définit, dans son penchant le plus normatif, une intégration réussie comme étant le résultat du retrait progressif des éléments de la culture d'origine au profit des éléments de la culture du pays d'accueil, expliquent Rea et Tripier (2008). Dès lors que l'on arrive dans un pays qui n'est pas le sien, il faudrait donc s'adapter, faire un effort d'intégration ou, autrement dit, se faire tout petit et embrasser les valeurs du pays d'accueil. Dans l'optique de l'assimilation, l'intégration est une étape obligatoire pour pouvoir parler d'un parcours migratoire réussi. Partant de ce postulat, certains discours attribuent aux populations issues de l'immigration une responsabilité unilatérale d'adaptation.

Retenons donc que les médias posent bel et bien la question de l'échec de l'intégration et que les principaux éléments

qui tendent à confirmer cette hypothèse d'échec sont, d'une part, une présentation des divers aspects de l'islam qui permettraient de l'ériger comme une « caractéristique exogène » des « immigrés » y adhérant et, d'autre part, une posture assimilationniste qui considère qu'une intégration réussie nécessite l'abandon de toute revendication culturelle ou d'appartenance à des principes et valeurs provenant d'ailleurs.

Une opposition « Eux » et « Nous »

L'opposition entre « Eux » et « Nous » rejoint l'idée d'un « choc des civilisations », thèse très controversée défendue notamment par le politologue américain Samuel Huntington. Pour ce dernier, les conflits à venir dans nos sociétés seront d'ordre culturel et civilisationnel alors qu'auparavant ils étaient davantage de nature idéologique et économique. Dans

sa théorie, Huntington retient comme probable pour l'avenir, le scénario qui voit s'opposer des civilisations dites « submondiales ». Il considère ainsi « que dans le futur proche on verra augmenter les tensions entre les civilisations ». Au premier rang de ces conflits, il place l'opposition et même la confrontation entre le monde occidental et le monde arabo-musulman.

Cette théorie a été vivement critiquée notamment pour sa vision des civilisations comme des ensembles figés parfaitement homogènes. On remarque néanmoins que, dans

Nous sommes tous susceptibles d'adopter des points de vue « radicaux »

Ces nouveaux acteurs particulièrement hostiles, se fondant sur la charia islamique et d'une manière on ne peut plus injuste, décrètent, d'une part, que les Yézidis ne font pas partie des « Gens du Livre » et ne peuvent donc prétendre au statut du *dhimmi*, c'est-à-dire au paiement d'un impôt particulier par les non-musulmans en échange, notamment, d'une liberté de culte très restreinte. Par ailleurs, et de façon tout aussi injuste, ridicule et risible, les membres de cette communauté se verront taxer, des siècles durant à ce jour, d'« adorateurs du diable », d'« infidèles », de « mécréants », et j'en passe. Dans ces conditions, deux voies uniques sont ouvertes aux Yézidis : la conversion à l'islam ou la mort. Ce qui signifie, en d'autres termes, une interdiction pure et simple à la vie pour tous ceux qui restent attachés à leur croyance.

Ces qualifications vont fournir autant d'alibis et de motifs de « légitimation » pour des dizaines et des dizaines de campagnes génocidaires et de conversion forcée à partir du VIII^{ème} siècle jusqu'à l'aube du XXI^{ème} siècle, le 4 août 2014 plus précisément. La majeure partie de ces campagnes meurtrières, gravées dans la mémoire sous la dénomination de *firmans*, c'est-à-dire des décrets émis par les différents Sultans ottomans, étaient menées sous un mot d'ordre fondamental : « Tuer un Yézidi est un acte menant droit au paradis ! » Tout au long de ces nombreux siècles, septante-quatre campagnes seront en effet répertoriées par la mémoire collective yézidie ainsi que les recherches et écrits des meilleurs spécialistes de cette histoire aussi singulière. Avec un résultat glaçant : des millions de Kurdes yézidis sont convertis de force et des millions d'autres, qui ont refusé de plier et décidé de résister, ont été massacrés, en même temps que la réduction en cendres d'innombrables écrits sur la croyance et les lieux de culte yézidis. Ces conséquences tragiques expliquent le fait qu'à l'heure actuelle, à l'échelle planétaire, on ne recense plus qu'un peu moins d'un million de Yézidis.

Cette brève mise en contexte historique posée, il est à présent possible de mieux comprendre l'inqualifiable et dernière tragédie vécue par la communauté yézidie de Sinjar (Mossoul/Irak) dans la nuit du 3 au 4 août 2014, lorsque les forces armées kurdes de la Région autonome du Kurdistan (nord de l'Irak), les « peshmergas », dont le nombre avoisinait les 10 000 hommes, ont brutalement abandonné la région pour des raisons qui demeurent,

encore à ce jour, aucunement justifiées. Après cette soudaine désertion, les djihadistes assoiffés de sang de Daech ont envahi la région yézidie de Shengal, et ont par la suite organisé un véritable massacre de la population civile en s'adonnant à des actes d'une indescriptible barbarie :

- Environ 10000 personnes, dont une grande majorité d'hommes et d'adolescents, ont été monstrueusement massacrées par décapitations, exécutions en masse (près de 600 en l'espace de quelques heures rien que pour le seul village de Kotcho !), rassemblement dans des lieux de culte ou des hangars pour ensuite les faire exploser à la dynamite, éventrement de femmes enceintes...
- Entre 8000 et 10000 adolescentes, (jeunes) femmes et enfants ont été enlevés pour soit servir d'esclaves sexuelles et être vendues comme du bétail sur les marchés de Mossoul et de Raqa, soit être endoctrinées et entraînées à des actes barbares s'agissant des enfants, ou encore servir de boucliers humains ; les témoignages de quelques-unes des (jeunes) femmes qui ont réussi à s'échapper de l'enfer de Daech sont effroyables et durs à entendre !
- Près de 350000 rescapés ont dû, en pleine nuit, pieds nus et à peine vêtus pour la plupart, se réfugier dans les montagnes arides et rocheuses de Shengal sous des températures dépassant amplement les 40° en journée et très fraîches la nuit. Des centaines d'enfants et de nouveaux nés, déshydratés, affamés, sont morts dans les bras de leurs parents qui ont juste eu le temps d'abandonner leurs corps sous des roches, de même pour des centaines de personnes âgées, malades ou blessées lors de la fuite. Combien de personnes âgées, malades, handicapées, ne pouvant fuir, ont supplié leurs proches de les tuer avant de partir, préférant

mourir ainsi que de tomber prisonniers entre les mains des monstres de Daech et finir décapités !! Combien d'enfants ont témoigné s'être « nourris » de feuilles d'arbres pour ne pas mourir de faim ? Combien de mères ont utilisé des capuchons pour mouiller avec quelques gouttes d'eau disponible les lèvres de leurs petits ? Combien de nouveaux nés et d'enfants, restés sans parents en pleine montagne, ont été recueillis et sauvés par les survivants en fuite ? Les images et témoignages de ces atrocités, diffusés sur les chaînes du monde entier, sont tout simplement insoutenables pour tout être humain sain d'esprit, et pourtant on pensait avoir atteint le sommet de l'inhumanité avec les camps d'extermination nazis !

- Ces quelques centaines de milliers de survivants se sont réfugiés, pour la grande majorité d'entre eux, dans la région autonome du Kurdistan (nord de l'Irak) mais aussi dans la région kurde du nord de la Syrie et en Turquie. Devant faire face à des conditions sanitaires extrêmes dans des camps de fortune, de plus en plus tentent par tous les moyens de regagner l'Europe et se retrouvent à la merci de trafiquants d'êtres humains sans aucun état d'âme.

Après avoir été totalement trompés, abandonnés par les Peshmergas du Gouvernement autonome kurde du nord de l'Irak, et encerclés par les monstres de Daech dans



Combattant des Unités de résistance de Sinjar (cc) Kurdishstruggle

le débat public, la vision des « immigrés de l'islam » est souvent tout aussi globalisante que celle de Huntington et que l'immigration de manière générale est souvent abordée sous l'angle de la religion. Celle-ci, et plus particulièrement dans le cas de l'islam, est souvent désignée comme une religion en proie à la radicalisation.

Lorsqu'on parle des musulmans dans la presse ou à la télévision, on renvoie le plus souvent à « la communauté musulmane » ou aux musulmans comme à un groupe bien défini. Ils représenteraient un groupe uni par une même religion, mais aussi par des valeurs communes et par une même origine. Cette approche de l'islam et des musulmans devient problématique lorsque, considérant ces derniers comme nombreux et unis, elle les érige en menace pour la société et ses valeurs.

Rappelons-nous, après les événements du 13 novembre 2015 à Paris, les médias appelaient la « communauté musulmane » à s'insurger et à manifester son désaccord vis-à-vis des actes commis (soi-disant) au nom d'Allah. Or, exiger une telle chose de la communauté musulmane ne suppose-t-il pas que celle-ci serait (a priori) assimilée à ces actes terroristes et qu'elle devrait en quelque sorte « prouver » qu'elle s'en distingue ?

La censure invisible

Vincent Geisser, dans son ouvrage *La nouvelle islamophobie*, explique que les médias représentent le « fait musulman » en mettant en avant une altérité extrême et litigieuse, accompagnée d'une mise en scène catastrophiste. Il continue ainsi : « Cette logique réductionniste aboutit à la construction d'un idéal-type du "musulman médiatique"



La voix de son maître, par Francis Barraud

(*homo islamicusmediaticus*), pris systématiquement sous les mêmes postures : des fidèles en prière vus de dos, fesses en l'air ; des rassemblements compacts menaçants et hurlants ; des femmes voilées ; un individu barbu illuminé, bouche ouverte et yeux écarquillés². »

Pourquoi parler de censure invisible ? La censure invisible est une conceptualisation due à Pierre Bourdieu qui lui a consacré une partie de son ouvrage *Sur la télévision*, mais que l'on peut élargir ici à la presse en général. Sa thèse principale est la suivante : les médias peuvent cacher tout en montrant. Ainsi, les journalistes vont avoir tendance à mettre en avant certains faits, les plus spectaculaires, et, dans le même temps, en cacher d'autres que l'on pourrait qualifier de beaucoup plus « banals ». Dans le cas de l'islam, ce qui sera montré, c'est sa partie la plus spectaculaire, généralement exposée de manière négative. Cette surexposi-

tion de certains actes violents au nom de l'islam a comme conséquence d'augmenter notre perception de celui-ci et de le considérer comme une religion violente.

Les effets du rôle de la censure invisible dans le traitement de l'information relative à l'immigration musulmane est à mettre en lien avec un constat plus général : les sujets liés à l'islam entraînent automatiquement des passions, le plus souvent négatives. De l'immigré délinquant à la femme voilée opprimée, les médias ont une forte tendance à surexposer les événements négatifs les concernant, sans les analyser ni les nuancer. Ceci expliquant cela.

Clara Kerstenne

1 Ce paragraphe est inspiré du livre de Montasser Alde'Emeh, *Pourquoi nous sommes tous des djihadistes*, La boîte à pandore, 2015.
2 Vincent Geisser, *La nouvelle islamophobie*, Paris, La Découverte, 2003, p.



page sept

des conditions extrêmes sur les hauteurs des montagnes de Shengal, voici comment Saïd Hassan Saïd (responsable du mouvement démocratique des Yézidis de Shengal), témoin direct de la tragédie, présente le sauvetage des rescapés :

« Les membres des unités de défense du peuple (YPG), groupe de combattants kurdes de Syrie, ont réussi à ouvrir un corridor humanitaire du côté syrien du mont Sinjar. 8 hommes du YPG sont morts pour sauver 120000 d'entre nous qui ont pu s'enfuir par ce couloir. Ils ont fait plus encore, ils nous ont apporté des vivres. Ils ont monté tout un système avec les villageois kurdes qui ont fait des aller-retours avec leurs voitures. [Autrement] nous étions voués à y mourir tous.

Sur le mont Sinjar, nous nous sommes auto organisés. Nous avons créé l'Union de la résistance du Sinjar, le YBS. Aujourd'hui, environ 800 combattants défendent la montagne contre les assauts répétés de l'État islamique, d'autres se forment pour que jamais ce genre de situation, comme celle du 3 août, ne se reproduise. Mes six enfants, garçons et filles, sont dans la résistance yézidie et se battent dans la montagne.

À l'automne (2014), nous avons été ré-encerclés une deuxième fois jusqu'en décembre. Aujourd'hui, plus de 5000 personnes vivent encore sur le mont Sinjar. Ils ont besoin d'équipements pour vivre dignement. Des personnes, en dormant à même le sol, ont attrapé des maladies. La situation est très mauvaise. Il n'y a ni eau courante ni électricité. Les Yézidis qui combattent acceptent cette situation, mais pour les civils, c'est plus compliqué. Le vrai problème est l'aide humanitaire. Si cela s'améliorait, les Yézidis qui se sont réfugiés au Kurdistan irakien reviendraient dans la région de Sinjar.

Le yézidisme c'est la résistance. Nous préférons mourir dans ces montagnes plutôt que de nous convertir à l'islam et de nous rendre à Daech¹. »

Voici comment la résistance de ces quelque milliers de Yézidis sur le mont Shengal est présentée par Matthew Barber, doctorant du département des langues et civilisation orientales de l'Université de Chicago, spécialiste des Yézidis : « l'enjeu, c'est l'existence même de cette communauté. Au-delà de la survie des quelque 7000 personnes, un chiffre qui peut sembler insignifiant au regard des 2 millions de déplacés en Irak, c'est de la pérennité de la religion yézidie dont il s'agit. »

Et il poursuit dans ces termes : « L'endroit le plus sacré en Irak pour les Yézidis est le sanctuaire de Lalish, dans la province de Dohuk au Kurdistan. Mais Sinjar regroupe de nombreux lieux saints et surtout, c'était le plus important foyer de la population yézidie du pays. Or l'organisation État islamique a détruit systématiquement tous les tombeaux et sanctuaires dans les endroits qu'ils contrôlent. On peut même penser qu'une majorité des lieux de dévotion du yézidisme ont été détruits depuis août. Si le dernier carré lâche le Sinjar, cela met en danger la capacité de ce groupe à retrouver un jour un lieu où il puisse pratiquer sa foi, et continuer à exister en tant que communauté religieuse distincte². »

Contrairement aux autres minorités religieuses qui peuvent pratiquer partout et même à l'étranger, les traditions et rites yézidis s'ancrent dans un territoire précis. C'est vraisemblablement pour cela que certains sont prêts à mourir pour le défendre. Au sommet du Mont Sinjar, Saïd Hassan Saïd ne dit pas autre chose : « Cela fait des centaines d'années que nous sommes persécutés. Nous défendons notre terre, notre région. Sinon, où pourrions-nous vivre ? »³

Le Haut-Commissariat des Nations-Unies aux Droits de l'Homme a publié le 19 mars 2015 un rapport⁴ dans lequel il sonne l'alarme, une nouvelle fois, sur la situation des Yézidis, victimes de meurtres de masse. En Irak, les attaques des djihadistes du groupe État islamique (EI) contre la minorité yézidie « pourraient constituer un génocide », affirme le rapport de l'ONU. Le rapport fait état des atrocités de Daech « contre de nombreux groupes ethniques et religieux en Irak, dont certaines pourraient constituer un génocide », et le Haut-Commissariat de l'ONU aux Droits de l'Homme a indiqué dans un communiqué que « le schéma manifeste des attaques contre les Yézidis a indiqué l'intention de l'EIL (État islamique en Irak et au Levant, ancien nom de l'EI, ndlr) de détruire les Yézidis en tant que groupe ». Selon les enquêteurs, « ceci suggère fortement que l'EIL pourrait avoir perpétré un génocide ».

Dès lors, à la lumière de l'ensemble des faits insoutenables qui précèdent, une interrogation fondamentale s'impose : quelles dispositions, politiques, humanitaires, judiciaires et militaires, la Communauté internationale envisage-t-elle de prendre sans plus attendre pour : traduire devant les instances de justice compétentes les auteurs et complices de ces crimes abominables, conférer à ces atrocités la qualification qui s'impose, venir en aide et

libérer les quelque milliers de (jeunes) femmes et enfants encore prisonniers de Daech, garantir la reconstruction des villages anéantis ainsi que la sécurité d'existence pour les centaines de milliers de Yézidis de Shengal qui n'attendent en définitive et fondamentalement que d'être protégés contre les incessantes tentatives d'extinction de leur terre ancestrale !?

Aslan Igrek

1 Témoignage de Saïd Hassan, « Ce qui a été fait aux Yézidis n'est même pas racontable », sur le site de l'association « Fraternité en Irak », 02/08/2015, <http://fraternite-en-irak.org/said-hassan-chef-yezidi-du-sinjar-ce-qui-a-ete-fait-aux-yezidis-nest-meme-pas-racontable/>, page consultée le 21/03/2016.
2 Extrait de Laurence Desjoyaux, « En Irak, la résistance sans fin des Yézidis du Sinjar », in *La Vie* (en ligne), 04/08/2015, http://www.lavie.fr/actualite/monde/en-irak-la-resistance-sans-fin-des-yezidis-du-sinjar-03-07-2015-64797_5.php, page consultée le 21/03/2016.
3 Saïd HASSAN, *op.cit.*
4 Pour consulter ce rapport : <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=15720&LangID=F>.

Scott Walker : du crooner dérangeant au guerrier sonore (2^{ème} partie)

par Raphaël Schraepen



C'est en fantôme que Scott Walker va traverser la quasi-totalité des années septante. Il publie pourtant un cinquième album, qui ne sera pas titré « Scott 5 » comme on aurait pu s'y attendre, mais *Till The Band Comes In*, d'après une des chansons. Signe de rupture avec le passé ? Besoin d'oublier l'échec de Scott 4 ? On ne le sait.

Mais ce disque s'inscrit encore partiellement dans la suite logique de ce qu'il développe depuis 1967. Avec des différences. De façon exceptionnelle, toutes ses compositions sont cosignées par un certain Ady Semel, son manager d'un temps et son « censeur », selon lui. Il n'est plus question de « bordellos », en tout cas. Autre bizarrerie, un des morceaux (*Long About Now*) n'est pas chanté par lui mais par Esther Ofarim. De façon superficielle, on pourrait constater que l'album est bâti selon le même schéma que *Scott 3* : d'abord, dix morceaux personnels, ensuite des reprises, sauf qu'ici ces dernières ne sont plus de Brel, mais des titres assez fades. Les dix chansons sont censées former un « concept », comme c'était la mode à l'époque, vaguement centré sur « la guerre et la solitude ». On peut y mettre ce qu'on veut, et pour la première fois depuis longtemps, on ressent des faiblesses dans son songwriting. *Time Operator* est un honteux tire-larmes, *Joe* est joli mais trop convenu. En revanche, *Jean The Machine* est un portrait hilarant de la paranoïa issue de la guerre froide – c'est peut-être la seule chanson de Scott Walker où on peut rire franchement ! Enfin, le diptyque final (*Till The Band Comes In* et *The War Is Over*) renoue avec l'artiste de l'intranquillité, avec notamment de subtiles secousses rythmiques inquiétantes au détour de mélodies qui semblaient rassurantes. L'album ne reçoit que des critiques négatives et est un nouvel échec public complet.

C'est à partir de là que Walker entre dans des années de « wilderness », ou, plus précisément, il entame sa décennie de « paresse », comme il le dit lui-même. De 1971 à 1974, il sort pourtant un album par an dans l'indifférence générale. Il ne compose aucun des titres de ces disques. Les choix des reprises sont étranges. Beaucoup de thèmes de films. Des sucreries d'Henry Mancini côtoient des chansons plus dignes, de Randy Newman, de Caetano Veloso ou de Gordon Lightfoot, par exemple. Mais l'écoute de ses albums procure un étrange malaise : c'est comme si Scott Walker n'était pas là. Il chante comme dans sa cuisine. La production est indigente. Il a beau faire de bon choix (*Sundown* de Lightfoot, *That's How I Got To Memphis* de Tom T. Hall ou *Ain't No Sunshine* de Bill Withers), ses interprétations sont oubliées sitôt entendues. Pour les gens qui s'en souviendraient encore en 1974, Scott Walker est définitivement un has-been.

L'année suivante, les Walker Brothers décident de se reformer. Sur le papier, c'est sans doute la résurrection la moins excitante du moment. Qui se soucie des créateurs de *The Sun Ain't Gonna Shine Anymore* l'année où Led Zeppelin sort *Physical Graffiti*, Pink Floyd *Wish You Were Here*, la période où les gens qui comptent ont pour nom Lou Reed, David Bowie, John Cale ou Patti Smith ? Les trois faux frères renouent pourtant avec le succès avec une reprise de Tom Rush, *No Regrets*, qui sera n°7 dans les meilleures ventes britanniques. L'album éponyme marchera moins bien, malgré enfin une production décente et des vocaux à la hauteur. Il ne contient une fois de plus que des reprises, mais cette fois bien choisies et surtout bien interprétées : Curtis Mayfield, Kris Kristofferson ou la toute jeune encore Emmylou Harris. 1976 voit paraître un album « jumeau », *Lines*, tout aussi correct mais qui n'obtiendra pas le même succès.

Autant dire que personne n'attendait le choc que causera ce qui sera l'ultime album des Walker Brothers en 1978 : *Nite Flites*. C'est une rupture totale avec tout ce qu'ont pu faire Scott ou les Brothers auparavant. Pour la première fois, voici un album appartenant entièrement à l'idiome rock, et pas n'importe quel rock. *Nite Flites* s'inscrit dans ce qu'on n'appelait pas encore le post-punk ou la no-wave. Il se situe dans un paysage où l'on peut rencontrer *The Idiot* d'Iggy Pop ou *Low* et *Heroes* de David Bowie, déjà parus, mais aussi les premiers disques d'Ultravox !, *Unknown Pleasures* de Joy Division, *Drums & Wires* d'XTC ou *Reproduction* de Human League, encore dans les limbes. Pour la première fois, tous les morceaux sont signés uniquement des membres du groupe, mais dans une drôle de combinaison. Les quatre contributions de Scott sont placées en début de disque,

celles de Gary au milieu et celles de John à la fin, formant trois blocs bien distincts.

Dès l'introduction du premier morceau, *Shutout*, on entre dans une zone dangereuse. La voix chaude de baryton de Scott a laissé la place à un ténor strident, effrayant et effrayé. Pour la première fois, un solo de guitare déchire une chanson de Scott ou des Brothers. C'est un saxophone dément qui galope dans *Fat Mama Kick* (ce titre !). Mais le Scott du futur fait son apparition dans un de ses meilleurs titres de sa vie de compositeur : *The Electrician*. Non, ça ne veut pas dire « l'électricien », mais bien l'électrocuteur. Le morceau évoque un prisonnier, un politique chilien sous Pinochet dira-t-il dans une de ses rares explications, subissant la torture par l'électricité. Pour la première fois, l'artiste mêle l'électronique à l'orchestre. Il faut écouter l'admirable montée des cordes à partir de 3'07, introduite par un simple coup de castagnettes, la subtilité de la harpe et de la guitare espagnole. Comment pouvons-nous interpréter ce souffle vital dans une chanson au thème si sombre ? Scott Walker ne l'explique pas. Peut-être le protagoniste de la chanson s'est-il « évadé » dans sa tête, en s'aliénant à lui-même, un peu comme le personnage de Sam Lowry à la fin du *Brazil* de Terry Gilliam quelques années plus tard. Le sombre retour de l'électronique à la fin du morceau n'évoque en tout cas pas un happy end.

Ce n'est que depuis les années 1990 que *Nite Flites* est considéré comme un album phare (peut-être grâce à la reprise de la plage titulaire par David Bowie en 1993). En 1978, l'album passe tout bonnement inaperçu. Les Brothers se séparent à nouveau, cette fois définitivement, et Scott disparaît dans le brouillard, apparemment pour toujours.

Personne ne sait ce qu'a pu faire Scott Walker entre 1978 et 1984. Le chanteur compositeur Julian Cope (ex-The Teardrop Explodes) a beau rendre un hommage appuyé à sa créativité, le public rock de l'époque (généralement post-punk ou no wave ou n'importe quelle autre appellation garantie début des années quatre-vingt) répond globalement par un « Scott qui ? » peu propice à un grand retour. Ce sera un « moyen » retour quand Richard Branson signe Walker sur sa célèbre firme Virgin. Forte des ventes de Mike Oldfield ou des Sex Pistols, la maison de disques se permet de signer des artistes moins commerciaux. C'est ainsi qu'un Kevin Coyne, personnellement apprécié par Branson, a pu sortir une demi-douzaine d'albums qui furent autant de réussites artistiques que d'échecs commerciaux. Avec Scott Walker, Branson espère bien réussir un coup commercial.

Raté. En dépit de la présence de deux invités connus, Billy Ocean et surtout Mark Knopfler, l'album *Climate Of Hunter* atteindra péniblement la soixantième place des ventes britanniques lors de sa sortie. Mais le plus étrange réside dans certains des huit titres de chansons : quatre d'entre elles n'en ont tout simplement pas. Pour la facilité de lecture, on les appelle Track 3, Track 5, Track 6 et Track 7 selon leur ordre sur le disque. Et quand Virgin sort Track 3 en 45 tours, ça n'a plus le moindre sens. « Voici comment tu disparais » pour citer à nouveau le premier vers de *Rawhide* qui ouvre cet album à la fois sophistiqué et comme exempt de mélodies. L'album se clôt sur une étrange reprise, *Blanket Roll Blues*, sur un texte de Tennessee Williams. Marlon Brando la chante dans le film *L'homme à la peau de serpent* de Sidney Lumet. La version de Scott est splendide dans sa nudité : juste cette voix qui semble faire des confidences et la guitare aride de Mark Knopfler.

Neuf ans. Cette fois, Scott Walker disparaîtra pendant neuf ans. Comme il le dit lui-même, il n'est pas « reclus », il rencontre des gens, ne se cache pas, mais se sent étranger au nouveau monde musical. Son retour discret a lieu en 1993, avec un 45 tours co-écrit par Goran Bregović, *Man From Reno*, extrait du film *Toxic Affair*. Cinéma, encore. Deux ans plus tard, c'est le choc de *Tilt*, un album comme il n'y en a jamais eu. La voix cha-

leureuse de baryton a fait place à un ténor angoissé et angoissant. Si le premier titre, *Farmer In The City*, semble un dernier adieu au Scott d'antan, on entre dès la pièce suivante, *The Cockfighter*, dans un monde dangereux où tout peut arriver. La plupart des parties qui forment *Tilt* ressemblent à des films sans images. La structure habituelle de ce qu'on appelle une chanson a disparu au profit d'inquiétantes indéterminations. Les paroles, plus cryptées que jamais, ne nous rassureront pas. Pendant longtemps, j'ai cherché un sens à *The Cockfighter*, justement. Un observateur pense qu'il s'agit d'un hommage à Pasolini. *Tilt* ! Oui, en effet... Cinéma, cinémas...

Musicalement, Walker allie cordes à l'électronique, sophistication à un primitivisme voulu ; on peut penser à la musique en « grands blocs » de la compositrice russe Galina Ustvolskaya. Avec *Tilt*, il rajeunit considérablement son public. C'est maintenant celui de Godspeed You Black Emperor ou celui de Nick Cave. Julian Cope n'est plus seul à lui rendre hommage : voici Jarvis Cocker, Brian Eno ou David Bowie qui lui paient tribut. La chanson *The Motel* de ce dernier (sur l'album *Outside*) n'aurait sans doute pas existé ainsi sans *Bolivia '95* de Scott Walker.

Onze ans. Plus d'une décennie sépare deux albums de notre personnage. Dans cet intervalle, il a pourtant retrouvé à deux reprises sa voix de velours pour deux musiques de film, un James Bond (!) avec *Only Myself To Blame*, et surtout une reprise belle à pleurer de *I Threw It All Away* de Bob Dylan pour le film *To Have And To Hold* de John Hillcoat. Il compose la musique sauvage du *Pola X* de Leos Carax. Il donne deux chansons inédites à Ute Lemper, dont *Scope J* qui fait référence à un de ses vieux morceaux, *The Old Man's Back Again*. Et en 2006 sort enfin *The Drift*.

Ce nouvel album est encore plus exigeant que *Tilt*. Mais il permet de voir que, paradoxalement, Scott Walker n'a pas tellement changé intérieurement depuis 1967. Il a juste modifié son langage et déclare ne plus pouvoir utiliser celui de son passé. Mais les obsessions personnelles sont maintenant visibles, et surtout audibles. La guerre... les « chansons » *Clara* (sur la pendaison posthume de Clara Petacci et Benito Mussolini) et *Buzzers* (qui brocarde Milosevic et Karadjic) renvoient aussi bien à *The Electrician* (1978) qu'à *Hero Of The War* (1969). Dans *Cossacks Are* ou *A Lover Loves*, il convoque aussi bien Jean-Paul II que... Tintin.

La terreur sonore se poursuit avec *Bish Bosch* (2012) et *Soused* (2014), ce dernier étant enregistré avec le groupe de « Drone Metal » (Sunn O))) . Il y est cette fois question de la mort de Ceaucescu. Ce qui dérange par moments, ce n'est pas l'éventuelle ambiguïté des jugements – c'est qu'il n'y en a justement pas. Alors, à quoi sert cette fascination ? Et est-ce qu'une œuvre doit servir à quelque chose ? En tout cas, celle de Scott Walker sert à maintenir les sens en éveil.

La chanson *Brando* de 2014 fait un curieux écho au *Blanket Roll Blues* de 1984. Scott y chantait ce que Marlon marmonnait en 1959 : « Quand j'ai traversé la rivière avec mon lourd fardeau, je n'ai pris personne avec moi, pas une âme. J'ai pris un peu de provisions, soit pour mon confort, soit contre le froid. Mais je n'ai pris personne avec moi, pas une âme. » Voici comment tu disparais...

Quelques disques :

- *Till The Band Comes In* (1970)
- The Walker Brothers : *Nite Flites* (1978)
- *Climate Of Hunter* (1984)
- *Tilt* (1995)
- *The Drift* (2006)
- *Bish Bosch* (2012)
- *Soused* (2014)

La Bibliothèque George Orwell présente

par Jérôme Delnooz, bibliothécaire

• **Henri Deleersnijder**, *Le nouvel antisémitisme : avatars d'une haine ancestrale*, Renaissance du livre, 2016, 22,90 €.

Certaines clés de lecture du présent peuvent être trouvées dans le passé. Dans cette optique, l'auteur s'interroge sur l'antisémitisme actuel et le met en perspective avec son évolution historique. Il dégage ainsi une typologie de dénominations – antijudaïsme, antisémitisme racial, antisémitisme – qui sont les marqueurs d'une époque, mais qui illustrent en même temps la capacité de reproduction et d'adaptation d'une matrice idéologique judéophobe commune. « Cette étude de cas » devrait permettre d'élargir la réflexion sur la xénophobie, le rejet de l'Autre en général, et la désignation toujours rassurante d'un bouc émissaire.

• **Florence Loriaux (dir.)**, *Le chômeur suspect : histoire d'une stigmatisation*, CARHOP/CRISP, 2015, 19 €.

« Fainéant », « profiteur », voire... « parasite ». En cette période de crise économique, qui n'a jamais entendu/proféré pareils clichés à l'encontre des chômeurs? Le travail semble être devenu un vrai devoir moral, et qui ne s'y plie pas, pour telle ou telle raison, subit l'opprobre de la population. Pourtant, cette stigmatisation est loin d'être récente... Cet ouvrage très détaillé remonte à ses origines en retraçant l'histoire du chômage en Belgique du XIXe siècle à nos jours. Un destin lié à celui du politique, du patronat, des syndicats, et à la construction d'une sécurité sociale. En forgeant une mémoire écrite des chômeurs, ce livre contribue à leur redonner une dignité et exhorte le reste de la population à ne pas emprunter les pentes les plus simples de l'esprit.

• **Pietro Scarnera, Sylvestre Za (trad.)**, *Une étoile tranquille : portrait sentimental de Primo Levi*, Rackham, 2015, 19 €.

Tout comme Primo Levi, Pietro Scarnera est né à Turin. Cela explique en partie l'affection que l'illustrateur a toujours eue pour cet homme. Avec une amie, il retourne sur ses traces, là-bas. Il résulte de ce voyage une bande dessinée dans laquelle est brossé le portrait d'un personnage complexe : témoin et rescapé de la Shoah, mais également écrivain, poète, chimiste, militant... L'hommage à Primo Levi est humble et respectueux. Il est centré sur son œuvre, sur son héritage moral et sur les indices disséminés ici et là dans les interviews d'époque. En effet, maints aspects de sa vie resteront à jamais une énigme.

• **François Bégaudeau**, *La Devisse, Les Solitaires intempestifs*, 2016, 10 €.

Un coq tricolore sur la couverture, accompagné d'un texte de présentation interpellant : « Liberté, égalité, fraternité : notre devise n'est-elle pas, la plus belle... celle qui montre la voie à l'humanité ? » Faut-il voir là la marque d'un ouvrage nationaliste ? Pas du tout! Plutôt une pointe d'ironie. En fait, François Bégaudeau, le réalisateur d'Entre les murs, présente ici un texte de théâtre à destination des jeunes pour interroger avec eux le socle moral de la République. Une porte d'entrée pertinente dans le climat post-Charlie, mais aussi un bon remède contre les crispations identitaires et les fondamentalismes de tout bord... y compris républicains. Pour Bégaudeau, il faut se préserver du sens unique des mots et favoriser le débat et la dispute fraternelle !

• **Matthieu Renault**, *C.L.R. James : la vie révolutionnaire d'un « Platon noir »*, La Découverte, 2015, 19,50 €.

Angela Davis, les Blacks Panthers sont des icônes associées au « marxisme noir ». Ici, le philosophe Matthieu Renault nous fait découvrir la trajectoire d'une figure plus méconnue : Cyril Lionel Robert James. Originaire des Antilles britanniques, ce petit fils d'esclaves lettré va voyager de par le monde et muer en écrivain et intellectuel. Écœuré par les rapports de domination, il embrasse le marxisme et met « sa pensée en mouvement » au service de la décolonisation, du panafricanisme, de la lutte des Noirs mais également de l'émancipation des masses. Loin d'être désuète, sa réflexion est encore opérante pour penser la cohabitation entre majorité et minorité dans nos sociétés occidentales.

• **Rose Hanon, Maurice Rosier (préf.)**, *Démissions*, Cerisier, 2015, 11 €.

Rose Hanon est une jeune prof et elle décide de démissionner, pas à cause de ses élèves ni de son poste, mais de la conception de son poste que l'institution scolaire veut lui imposer. La rupture est idéologique. Son quotidien à l'école lui a en effet fait prendre conscience que les réformes du système éducatif visent à l'adapter à l'esprit du capitalisme, à le « marchandiser », et non plus à envisager l'éducation comme un outil d'émancipation ou de réduction des inégalités. Alors, Rose Hanon – qui est en fait un pseudonyme – dénonce, milite, et grâce au pouvoir de la fiction, transforme sa classe en un « cirque » pour « enseigner autre chose, autrement ».

• **Jean-Xavier Montanyà, Raphaël Monnard (trad.)**, *Pirates de la liberté : histoire détonante d'un détournement de paquebot et de la lutte armée contre Franco et Salazar (1960-1964)*, L'échappée, 2016, coll. « Dans le feu de l'action », 20 €.

Dans les années 1950, un rapprochement a lieu entre l'Espagne franquiste, le Portugal salazarrien et les démocraties occidentales (accords économiques et militaires, entrée dans les institutions internationales...). Pour les républicains espagnols et portugais

exilés, cela en est de trop ! Ils comptent bien rappeler au monde qu'il s'agit des dernières dictatures fascistes européennes et que la réactivation de la lutte est primordiale. Dans cette perspective, le DRIL, un groupe révolutionnaire ibérique, réalise un coup d'éclat en détournant le navire transatlantique portugais Santa Maria. Les appareils de propagande des dictatures et des États européens occulteront les véritables enjeux de cette singulière « histoire de pirates ». Montanyà apporte sa contre-vérité!

• **Laure Marchand, Guillaume Perrier, Thomas Azuélou**, *Le fantôme arménien*, Futuropolis, 2015, 19 €.

Dans cette bande dessinée, le fantôme arménien revient hanter la conscience turque contemporaine. Pour illustrer ces questions mémorielles, nous suivons le récit de Varoujan, un membre de la diaspora arménienne française, effectuant un pèlerinage en Turquie, sur les terres de « cet Auschwitz à ciel ouvert ». L'occasion pour lui de rencontrer des descendants de déportés. Une nouvelle génération qui sort de l'ombre et du silence, qui raconte l'histoire de son peuple et qui milite pour obtenir la reconnaissance du génocide de 1915. L'État et la société turcs ne peuvent se cantonner dans le déni.

Collection Opus Délits de l'éditeur Critères éditions

Critères éditions, éditeur spécialisé dans le street art, propose « Opus Délits », une collection de petits formats (au prix abordable d'environ 10€) sur des graffeurs qui se réapproprient la rue et qui, bien souvent, transmettent un message engagé. Par exemple, avec C215 (Justice au Rwanda, 2015), on découvre les portraits de Hutu qui ont sauvé des Tutsi durant le génocide au Rwanda. Ou Gérard Zlotykamien (Le peuple des éphémères, 2015), traumatisé par la Seconde Guerre mondiale, qui bombe sur les murs des silhouettes inquiétantes rappelant la répétition des horreurs dans l'histoire humaine...

Lux éditeur

• **Franco « Bifo » Berardi, Yves citton (préf.)**, *Tueries : forcés et suicidaires à l'ère du capitalisme absolu*, Lux, 2016, coll. « Futurs proches », 20 €.

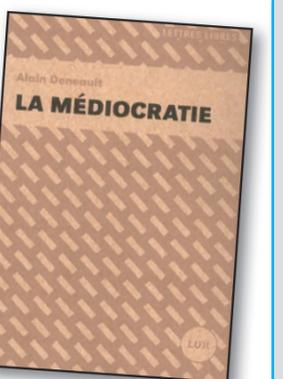
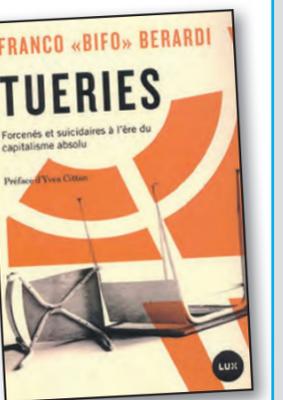
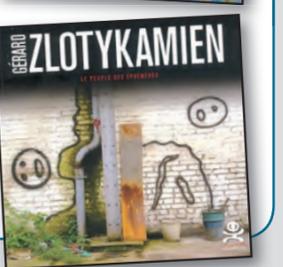
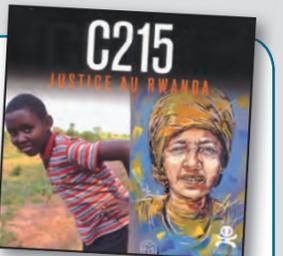
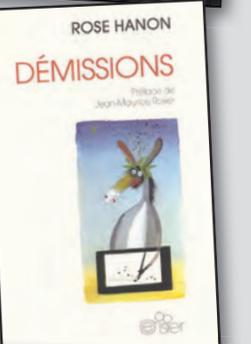
Colombine, Utøya, ou Paris plus récemment... Des actes de barbarie commis par des fous. Pourtant, Berardi nous invite à dépasser ce constat d'évidence. Il se penche sur ce « terrorisme suicidaire », et « diagnostique » qu'au-delà d'un ensemble de facteurs psychologiques et émotionnels propres à ces individus, certaines causes sont à chercher du côté de notre environnement politique et économique. Par la violence qu'elle exerce et sa prédation, la société capitaliste contribuerait à produire ces « tueurs de masse »... mais pas uniquement. Elle favoriserait l'émergence d'un autre phénomène pourtant en lien : le « suicide de masse » de nombreux travailleurs. Une lecture sombre mais éclairante !

• **Alain Deneault**, *Médiocratie*, Lux, 2015, 15 €.

Dans cet essai, le subversif Deneault lance un nouveau pavé dans la mare : selon lui, nous vivons une ère où la bêtise est érigée en modèle et où les médiocres ont pris le pouvoir : « Penser mou et le montrer... ». À partir d'exemples balayant un large éventail de milieux (monde intellectuel, professionnel, financier), il déconstruit un système qui briderait l'engagement citoyen et ferait la promotion d'individus arrivistes, incompetents mais maîtrisant à merveille ces modalités de médiocrité : conformisme, manipulation et simplification du langage, image « sexy », réseautage, etc. Toute ressemblance avec des personnes ou des situations existantes ou ayant existé n'est en aucun cas fortuite.

Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.

▶ = coup de coeur des bibliothécaires



page neuf

« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Orthodoxie

À l'origine, le terme a une résonance religieuse. Puisque l'élément grec *orthos* signifiait d'abord « debout, dressé » et servait ainsi à désigner les angles droits en géométrie, il a petit à petit dérivé – d'après le *Dictionnaire historique de la langue française* – vers le champ ecclésiastique avec le sens de « conforme à la saine doctrine ». Celui qui pensait droit, dans la bonne voie donc, respectant la « norme de la vérité en matière de religion », était dit « orthodoxe », alors que quiconque s'écartait de la supposée vraie foi risquait à terme d'être traité d'« hérétique ». L'histoire du christianisme regorge de luttes fratricides auxquelles cette conception binaire a donné lieu : la coupure de 1054 entre la papauté de Rome et le patriarcat de Constantinople n'en a constitué qu'un moment emblématique. Mais ce n'est que bien plus tard, au XIX^e siècle, que les Églises chrétiennes d'Orient – surtout grecque et russe – seront appelées « orthodoxes ».



page dix

La sécularisation de la société aidant, le substantif « orthodoxie » s'est de nos jours libéré de sa gangue confessionnelle pour s'acoquiner avec la notion bigrement imprécise de « normalité ». Rien de plus aléatoire que celle-ci ! Et pourtant, en matière économique par exemple, pour les chantres d'un libéralisme sans régulation, il n'y aurait pas d'autre alternative que la norme du marché, la fameuse main invisible d'Adam Smith étant censée résoudre tous les problèmes sociaux. On voit, à l'heure des *Panama Papers* et des mécanismes sophistiqués d'évasion fiscale, à quelles scandaleuses dérives une telle *doxa* peut donner lieu... Dans le domaine politique aussi, c'est le recul de l'intervention de l'État qui prévaut dans une Union européenne qui tangué de toutes parts, alors que les pouvoirs publics font maintenant quasi de la reptation face à l'omnipotence des marchés. Il faudrait faire preuve d'une cécité volontaire pour ne pas s'apercevoir à quel point ce type de comportement, fruit d'une certaine « pensée unique », provoque comme dégâts dans les populations soumises aux affres de l'austérité. Les médias généralistes enfin, soumis plus que de raison à la redoutable tyrannie de l'événementiel et de l'instantané, n'échappent pas toujours à cette propension à se couler dans une certaine conformité, de vocabulaire notamment. En parlant de « l'indiscuté de la discussion », le sociologue Pierre Bourdieu a montré à ce propos que les journalistes s'attardent trop rarement, voire jamais, à éclairer les diverses significations des vocables qu'ils utilisent continûment¹.

D'où la nécessité de gagner la bataille des mots, bataille éminemment politique s'il en est. Et, pour se réapproprier les moyens d'agir sur le réel, de redécouvrir au plus vite les vertus de l'hétérodoxie. Sans quoi, prisonniers des liens insidieux de l'uniformité, nous risquons de nous endormir dans la sclérose intellectuelle, ce qui serait la première étape sur le chemin de la démission citoyenne. Le récent mouvement « Nuit debout » parti de France, qui rappelle celui des « *indignados* » de la *Puerta del Sol* de Madrid né en 2011, montre à suffisance que le pire n'est pas toujours certain. Et qu'il est des révéils autrement prometteurs que les engourdissements orthodoxes... ••

¹ Voir à ce sujet l'éditorial de Pierre RIMBERT intitulé « Journalisme de marché, permis d'informer », dans *Manière de voir. Le Monde diplomatique* « Faire sauter le verrou médiatique », n° 146, avril-mai 2016, p.4.

Déradicaliser : des vertus de l'usage d'un verbe flou

Par Olivier Starquit

Déradicaliser : verbe. En botanique, action qui coupe les racines à une plante afin de mettre un terme à son développement. Synonyme : dévitaliser. Cette définition fantaisiste mais néanmoins étymologiquement plausible montre et démontre à foison que ce verbe, qui a surgi ces derniers temps pour s'occuper des personnes ayant succombé à l'appel du Jihad (qu'il s'agirait également de définir, ce que l'on omet généralement de faire), est en fait une nouvelle illustration du mésusage de la langue française. Ne serait-il en effet pas plus judicieux et pertinent d'utiliser d'autres verbes comme déprogrammer un individu radical (une approche certes favorable à la réification de l'individu), voire le désintoxiquer ?

Le recours à une définition fantaisiste se justifie également par le fait que le verbe déradicaliser et sa variante pronominale (se déradicaliser) n'a pas encore fait son entrée dans les dictionnaires.

Le surgissement de ce vocable est interpellant car, comme le souligne Michel Francart dans sa chronique pour la gazette vespérale, « l'évolution du sens des mots, c'est bien plus qu'une question de langue. Une vision de la société s'y reflète et s'y construit. [...] Notre interprétation des mots s'ajuste à l'évolution sémantique la plus récente [...] ». Et comme toujours, le choix des mots est tout sauf innocent.

Ainsi, il est légitime de s'interroger et de se demander pourquoi et à quel moment des termes comme « jihadistes » ou « intégristes » ont peu à peu cédé la place au vocable « radicalisés ». Ce dernier est-il plus fort ou permet-il une association implicite plus évidente avec l'islam, ce qui est moins le cas d'« intégriste » qui peut s'appliquer à d'autres religions ? Le terme « radicalisé » semble en effet s'appliquer exclusivement à certaines franges du monde musulman. Aucun journaliste n'a jamais désigné Ludovine de la Rochère, présidente de La Manif pour tous ou Frigide Barjot de « radicalisées ».

Suite aux attentats de Paris, le gouvernement français a annoncé l'ouverture de deux centres de déradicalisation. Mais de quoi s'agit-il au juste ? Comme nous l'avons déjà abordé précédemment, la notion de radicalisation brille elle-même par son aspect flou et c'est sur base du contraire de cette considération nébuleuse que l'on essaie de construire un concept. Par ailleurs, « le projet, antérieur aux récents attentats, est celui d'un centre de « réinsertion républicaine ». L'objectif initial était de réinsérer ceux qui peuvent l'être, de les aider à retrouver une place dans la société² ». Mais quels sont les critères d'une « radicalisation » ? Fréquenter la mauvaise mosquée, regarder les mauvaises vidéos, liker certains statuts ? Et qui serait le mieux à même de détecter ces indices de radicalisation ? Les enseignants ? On peut imaginer l'ampleur de la pression imposée au monde enseignant : quelles conséquences si d'aventure, sur base d'un concept aussi flou, une personne se voyait erronément désignée comme étant une personne radicalisée ? Comme quoi, une notion floue engendre et entraîne de nombreux questionnements et ce flou peut être porteur de zones d'incertitude et de flottements préjudiciables à chacun.

Partant, une autre question se fait jour : Est-il possible de reprogrammer un individu ? « On ne peut pas défaire un individu de ce qu'il a été ou ce qu'il a vécu. [...] Lorsqu'une personne a fait une expérience qui implique tout son être, on ne peut pas remonter le temps et la lui enlever³. »

Où commence par ailleurs la radicalisation ? Ne sommes-nous pas également témoins d'une radicalisation de certains penseurs ouvertement islamophobes : pour Zemmour et Finkelkraut, l'islamophobie radicale est un juteux filon ! Pour Thomas Deltombe, auteur de *L'Islam imaginaire*⁴, « l'islamophobie est à l'évidence un instrument de pouvoir. Il s'agit d'une façon relativement récente – elle date de deux ou trois décennies – de reformuler le racisme d'antan. Il s'agit, en d'autres termes, d'un encodage. Là où l'on parlait des "Arabes", on parlera des "musulmans". Là où l'on disait vouloir défendre la "civilisation chrétienne", on privilégiera désormais les supposées "valeurs de la République française". Toute une série de grandes "valeurs", un peu trop facilement qualifiées de "françaises", sont ainsi mobilisées – au sens quasi militaire du terme – pour ériger et maintenir une barrière symbolique qui sépare "eux" et "nous"⁵. »

Mais revenons à notre verbe flou : se radicaliser est apparu au XIX^e siècle dans le sens de « devenir plus extrême ». Et comme nous l'évoquions dans le numéro précédent⁶, l'uti-

lisation de « radical » ou de « radicalisé » en lieu et place d'« extrémistes » ne nous semble guère innocente. Est-il abusif de voir dans cette confusion sémantique l'invention d'une « idée scélérate qui met dans le même sac les terroristes et les réfractaires : la radicalité, voilà l'ennemi⁷ ». Car, pour suivre le raisonnement de ce philosophe, « si la société actuelle produit l'extrémisme comme la nuée porte l'orage, c'est parce que les valeurs qu'elle propage se placent toutes sur le terrain de l'excès, de la surenchère et du refus des limites sous toutes leurs formes⁸ ». Et avec un néolibéralisme qui responsabilise à tout crin l'individu et les choix qu'il pose, ce système en surenchère permanente induit une fatigue d'être soi et un souhait de se replier sur un système de sens prédéfini et dans ce cadre, « l'islamisme comporte la promesse d'un retour au monde traditionnel où être sujet est donné, alors que dans la civilisation moderne l'individu est une superproduction de lui-même qui l'oblige à un travail harassant. [...] Certains jeunes préfèrent aujourd'hui l'ordre rassurant d'une communauté avec ses normes contraignantes, l'assignation à un cadre autoritaire qui les soulage du désarroi de leur liberté et d'une responsabilité personnelle sans ressources⁹ ».

Et le recrutement s'opère d'une manière analogue aux choix proposés par les grilles néolibérales : à savoir le choix d'une offre d'identité selon des critères de consommation définis et aidés par les nouvelles technologies, une sorte d'achat impulsif sur la toile : ainsi, « par sa capacité à agglomérer des micro-communautés centrées sur leurs domaines de prédilection, au sein desquelles les opinions deviennent toujours plus extrêmes du fait de ne plus être en dialogue avec d'autres visions du monde, Internet est le terrain le plus favorable qui soit pour le développement de groupes¹⁰ » extrémistes, voire intégristes, qui n'omettront pas par ailleurs de liker leurs statuts et de gazouiller leur faits d'armes en bons consommateurs narcissiques ayant intégré les codes néolibéraux. Et aucun centre de déradicalisation ne pourra y remédier si les problèmes ne sont pas pris... à la racine.

¹ Michel Francard, « Se radicaliser, à visage découvert », in *Le Soir* (en ligne), 8 février 2016, <http://www.lesoir.be/1092147/article/debats/chroniques/vous-avez-ces-mots/2016-01-13/se-radicaliser-visage-decouvert>.

² Rinny Gremaud, « Déradicaliser : Comment mettre en pratique un mot-valise ? » in *Le Temps*, 30 novembre 2015, <http://www.letemps.ch/monde/2015/11/30/deradicaliser-mettre-pratique-un-valise>.

³ *Ibidem*.

⁴ Thomas Deltombe, *L'Islam imaginaire. La construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2005*, éd. La Découverte, 2007.

⁵ Thomas Deltombe, « L'islamophobie, un instrument de pouvoir », entretien sur le site d'information Middle East Eye (édition française) par Hassina Mechaï, 18 janvier 2016, <http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/deltombe-l-islamophobie-un-instrument-de-pouvoir-qui-permet-de-reformuler-le-racisme-d>.

⁶ Olivier Starquit, « Radical, vous avez dit radical ? », in *Aide-Mémoire*, n° 75 de janvier-mars 2016, <http://www.territoires-memoire.be/am/157-aide-memoire-75/1299-radical-vous-avez-dit-radical>.

⁷ Patrick Marcolini, « Radicalisons-nous », in *La Décroissance* n° 125 février 2016, p.3.

⁸ *Ibidem*.

⁹ Fethi Benslama, cité dans Patrick Marcolini, *Idem*.

¹⁰ Patrick Marcolini, *op. cit.*

Plongée chez les radicaux de l'extrême droite

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

La radicalité et l'extrémisme sont donc mis en questionnement et perspective par *Aide Mémoire*. Cette chronique, si elle est intemporelle, se veut malgré tout logiquement en concordance avec la ligne éditoriale générale. C'est pourquoi cette fois-ci nous aborderons un auteur français se situant chez les radicaux de l'extrême droite. Car celle-ci, comme tout courant politique, est traversée par des tendances. Ce que nous avons déjà souligné en abordant notamment la question du paganisme¹ versus ultra-catholicisme².

Un trajet fulgurant

François Duprat (1940-1978) est une figure clef de l'extrême droite française de l'après Seconde Guerre mondiale. Il fait partie de cette génération qui assurera la liaison entre ceux qui ont vécu les années 30 et celle qui connaîtra les premières victoires électorales et la sortie de l'état groupusculaire et de l'ostracisme. Une liaison dans les parcours, les références mais aussi l'idéologie.

Duprat est issu d'une famille communiste et passe durant l'adolescence un bref moment au sein du courant lambertiste. Mais dès 1958, soit à 18 ans, on le retrouve membre de Jeune Nation. Il est en Algérie en 1962 et fait partie des fondateurs de la Fédération des Étudiants Nationalistes, période à laquelle il est arrêté pour activité au sein de l'OAS³. Duprat rejoint ensuite Moïse Tchombé au Congo de 1964-65. Rentré en France il milite auprès de Maurice Bardèche⁴, dirigeant son organe *Défense de l'Occident*, et développe et diffuse les idées négationnistes de cette figure de l'extrême droite française. C'est également avec lui, et dans ce cadre, que Duprat va initier une ligne politique nouvelle s'opposant à Israël et soutenant la cause palestinienne, allant ainsi à contre-courant du positionnement du reste de l'extrême droite à l'époque. En 1970, François Duprat crée l'Ordre Nouveau, formation politique se distinguant par une propagande et un style dur dont le symbole sera la croix celtique, et qui participe activement à la création du Front National en juin 1972⁵. Cette évolution va cependant provoquer l'implosion du parti dont Duprat est exclu en 1973 et dont une branche créera en 1971 le Parti Forces Nouvelles.

François Duprat rebondit rapidement et en décembre 73 crée Les cahiers européens et soutien la campagne présidentielle de Jean Marie Le Pen de 74, réintégrant dans la foulée le FN en septembre où il crée l'organe du parti *Le National* et intègre rapidement le bureau politique pour prendre *de facto* une place de numéro 2 du parti. Peu après, il structure sa tendance en créant les Groupes Nationalistes Révolutionnaires. L'explosion de sa voiture le 18 mars 1978 sera suivie d'une élimination progressive de cette tendance au sein du FN. Les auteurs de son assassinat ne seront jamais identifiés. Trois pistes sont toujours évoquées : le Mossad, des antifascistes radicaux, des adversaires politiques au sein de l'extrême droite.

Construire une structure efficace

La petite brochure que nous avons choisi d'analyser est un texte rédigé sur la fin de sa vie par Duprat et dans lequel il expose la doctrine et la structure Nationaliste révolutionnaire⁶. Un texte court mais dense et riche en enseignements.

« La construction d'une organisation sérieuse et responsable sera d'ailleurs la voie la plus efficace pour y parvenir. On fait confiance aux gens sérieux et l'on est plus disposé à donner son argent pour appuyer un travail réel que pour "aider" dans le vague un parti dont on ne sait trop ce qu'il fait des sommes reçues⁷. » Duprat insiste donc beaucoup sur le bilan des organisations qui ont précédé et sur l'importance d'étudier les leçons des échecs d'Europe Action, Ordre Nouveau, Jeune Nation et Occident. « Nous ne sommes qu'au début du processus de mise en place des structures du parti révolutionnaire, mais nous avons une idée claire de la marche à suivre et du but à atteindre. En rassemblant sur des thèmes politiques réalistes et efficaces de nombreux nationalistes révolutionnaires, nous pourrions redonner à notre camp l'esprit offensif qui lui manque depuis trop longtemps. L'heure est à l'action et non à la critique stérile, à la réflexion théorique et non aux récriminations sans avenir⁸. » Le fait d'avoir des idées claires permet de ne pas tergiverser sur la réalité de la structure nécessaire : « Un parti révolutionnaire est une organisation structurée et hiérarchisée, apte à vivre et à progresser dans la clandestinité aussi bien que dans la légalité, formée de militants éduqués politiquement et tactiquement, dirigée



François Duprat

par des spécialistes confirmés et dotée d'une idéologie unitaire "opérationnelle". Les nationalistes révolutionnaires, s'ils veulent sauver leur pays et sa civilisation, doivent accepter de s'organiser selon ces critères d'action⁹. » Le travail ne sera pas simple et prendra du temps. Il nécessite une formation ferme qui s'accompagne de passage à l'action et des militants acceptant une discipline stricte et se dévouant totalement à la cause : « Un nationaliste révolutionnaire doit accepter l'idéologie NR, en militant au sein du mouvement nationaliste, noyau combattant du Parti de la Révolution Nationaliste. Un nationaliste révolutionnaire doit accepter la discipline interne de son organisation, refuser le fractionnisme et prendre conscience de l'ampleur de la mission qui est la sienne¹⁰. »

Le mot révolutionnaire n'est donc pas seulement un effet de style mais définit clairement le projet politique qui, s'il développe une vitrine légale politique, contient également un second niveau qui est le mouvement politique : « La lutte politique, surtout une lutte révolutionnaire radicale, est une chose sérieuse : elle ne peut être menée que dans le cadre d'une organisation disciplinée et structurée. Il importe donc de séparer le mouvement nationaliste, organisation révolutionnaire, du parti chargé de représenter notre idéal au niveau de la population française¹¹. » Ce qu'exprime ainsi Duprat est ce qu'il a d'ailleurs fait lorsqu'à partir d'Ordre Nouveau il participe à la fondation du Front National : « L'édification du mouvement nationaliste, lorsque les moyens matériels et humains seront réunis, se poursuivra par la mise en place d'un parti plus large, dont les objectifs se limiteront à populariser certains thèmes NR, sans chercher à en faire passer la totalité dans la masse sympathisante. Cette deuxième étape de l'édification de l'organisation nationaliste révolutionnaire devra assurer la participation des NR à la vie politique, économique et sociale de la Nation¹². »

Un projet assumé à la droite de l'extrême droite

Nous sommes donc ici devant des partisans de l'action directe, convaincus que le jeu légal de la démocratie n'est soit pas suffisant, soit une illusion qu'il faut être prêt à dépasser pour sauver la France : « Comment parvenir à la naissance de l'État populaire ? Il est certain qu'un bouleversement aussi profond et aussi radical ne pourra s'effectuer sans des luttes violentes et nombreuses. Les exploités de la nation n'accepteront pas d'être privés de leur butin sans se défendre avec une détermination sauvage. Si la menace devient réelle, ils bafoueraient sans hésiter leurs soit-disantes conceptions humanitaristes et répondront par la terreur¹³. » Et de préciser sa pensée par un rappel historique clarifiant les référents : « Notre conception révolutionnaire est, elle aussi, fort simple : nous devons savoir faire cohabiter une organisation de combat et une organisation de formation et d'encadrement. Sans les SA, jamais le NSDAP n'aurait pu prendre le pouvoir, mais sans la "Politische Organisation", les SA n'auraient pas mieux réussi que les corps francs de Kapp et Luttwitz, lors du putsch de mars 1920. Sans les "Squadri d'Azione", le fascisme serait resté rêverie, mais sans le PNF et sa tactique parlementaire, sans les syndicats fascistes et leur encadrement des masses agraires, les squadristi auraient fini comme simples supplétifs au seul service de l'état bourgeois. La coexistence de ces deux forces est donc indispensable à tout processus de type révolutionnaire¹⁴. » Ce recours à la violence pour gagner est donc totalement assumé et revendiqué. Il fait d'ailleurs partie intégrante de la formation au sein du mouvement : « Pour éduquer un jeune adhérent, il est indispensable de lui faire affronter l'épreuve de la lutte physique contre l'ennemi. Le fait d'être capable de mettre en jeu sa propre personne pour la défense de ses idéaux est un excellent gage de la valeur de

l'individu et de son attachement profond et réel à la cause. Nous devons avoir en permanence à l'esprit que nous nous préparons à des combats de plus en plus violents et définitifs¹⁵. »

Ce thème de la violence, de la force physique, est au cœur de l'idéologie NR et vue comme formatrice. Et la cible est elle aussi très classique de l'idéologie d'extrême droite : « Les militants nationalistes savant qu'en combattant dans la rue les communistes et les gauchistes, ils ne font que s'organiser pour mener l'assaut contre le régime et contre ses séides¹⁶. » Plus largement, on retrouve alors un des arguments toujours utilisé par l'extrême droite à chaque événement tragique marquant la population : « L'État populaire doit être un État où le peuple exerce pleinement ses droits politiques. En outre, il doit avoir les moyens de s'opposer à toute tentative d'oppression. Le meilleur moyen réside dans un article bien simple de la constitution américaine : le droit pour tout citoyen de détenir à son domicile des armes pour sa défense. Cette conception du citoyen armé correspond d'ailleurs parfaitement à notre volonté de réaliser une véritable défense nationale, par la mise en œuvre d'une organisation militaire de type populaire (dans le style d'une Garde Nationale, ouverte à tous les citoyens français)¹⁷. »

L'ennemi, c'est donc la gauche, mais pas seulement car il faut sauver la France d'une menace où l'on retrouve le fonds habituel de darwinisme social : « Pour nous, nationalistes révolutionnaires, l'histoire est fondée sur la compétition des peuples, qui agissent d'une façon bénéfique en vue de maintenir leur originalité dans tous les domaines, aussi bien sur le plan ethnique, culturel, politique, etc. Tout ce qui s'oppose à cette originalité vise, en fait, à détruire le moteur même de l'histoire et constitue une attitude foncièrement réactionnaire et anti-populaire¹⁸. » Et encore : « L'histoire glorieuse de notre nation a toujours été fondée sur une volonté acharnée de vivre libre ; en restaurant cette tradition multi-séculaire, nous mettrons fin à un processus de "génocide culturel et biologique", qui vise à détruire notre peuple et son organisation, en tant qu'entité cohérente et unie¹⁹. »

Terminons cette plongée dans la pensée radicale de l'extrême droite par deux références que prend Duprat et qui illustrent plus qu'un long discours son projet politique : « Les NR se lamentent depuis des années sur le peu de résonance de leur propagande en milieu ouvrier, et ils n'étudient pas les modalités d'action de mouvement comme le Justicialisme en Argentine ou les Croix Fléchées en Hongrie, qui sont arrivés à se rallier une grande partie du prolétariat, tant urbain que rural²⁰. » Et d'enfoncer le clou pour montrer la voie qu'il veut suivre et la nécessité de se structurer intelligemment et de préparer le jour où : « La cause du succès de "Patria y Libertad" au Chili a résidé dans son irruption sur la scène politique au moment même où Allende était élu président. Or le mouvement de Pablo Rodriguez Grez comptait alors une centaine de militants²¹. »



1 Voir « La tendance païenne de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°38, octobre-novembre-décembre 2006

2 Voir « La Loi du décalogue » in *Aide-mémoire* n°64, avril-mai-juin 2013

3 Voir « Quand la résistance et le droit d'insurrection sont-ils justifiés ? » in *Aide-mémoire* n°55, janvier-février-mars 2011 et « La pensée "contre-révolutionnaire" » in *Aide-mémoire* n°36, avril-mai-juin 2006

4 Voir « Quand le relativisme sert à masquer le négationnisme » in *Aide-mémoire* n°34, octobre-novembre-décembre 2005 et « Le fascisme n'a pas confiance dans le peuple » in *Aide-mémoire* n°53, juillet-août-septembre 2010

5 Voir « Retour sur le discours du fondateur de la dynastie Le Pen » in *Aide-mémoire* n°56, avril-mai-juin 2011

6 François Duprat, *Manifeste Nationaliste révolutionnaire*, Nantes, ARS, 1976 ? (sur base d'une note en fin d'ouvrage), 18 p.

7 P.18

8 P.13

9 P.11

10 P.6

11 P.6

12 P.7

13 P.5

14 P.11. Sur le nazisme, voir notamment « Le Nazisme ne se résume pas à Mein Kampf » in *Aide-mémoire* n°75 de janvier-février-mars 2016.

Sur le fascisme, voir « L'ascension fulgurante d'un mouvement » in *Aide-mémoire* n°28 d'avril-mai-juin 2004. Voir aussi « Force, Joie et Travail ! » in *Aide-mémoire* n°45 de juillet-août-septembre 2008.

15 P.14 Sur cet aspect, voir aussi « Écrire peut avoir des conséquences » in *Aide-mémoire* n°58 d'octobre-novembre-décembre 2011.

16 P.14

17 P.5

18 P.4

19 P.3

20 P.8

21 P.17





Avec le soutien de la Région Wallonne, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Ville de Liège, de l'Enseignement communal liégeois, de la Province de Liège, du Service des Affaires Culturelles de la Province de Liège et de l'Enseignement de la Province de Liège, du Centre funéraire de Robermont, du Groupe Graphique Chauveheid, de l'Union Liégeoise des Prisonniers Politiques et de l'Association Ernest De Craene.



**Le réseau « Territoire de Mémoire »
Les villes ou les communes**

Aiseau-Prezles, Amay, Andenne, Anhée, Ans, Anthisnes, Arlon, Assesse, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Beloeil, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Comblain-au-Pont, Comines-Warmonet, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussines, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Faimes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Gedinne, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Hamois, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Leuze-en-Hainaut, Liège, Limbourg, Lincet, Lobbes, Lontzen, Malmédy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Mornignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profoundeville, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Sivry-Rance, Soignies, Sombrefe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Tinlot, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimas, Walcourt, Wanze, Waremme, Wasseiges, Welkenraedt, Woluwe-Saint-Lambert, Yvoir

Les provinces
Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur

Le mot de la Présidente

Par **Dominique Dauby**

Mars 2016... et après ?

Les attentats de Bruxelles, le 22 mars, nous ont rappelé que les citoyen/nes et habitant/es d'Europe, ne sont pas à l'abri des explosions du monde. Paris était proche déjà, mais à Bruxelles ce sont des ami/es, des collègues, des membres de notre famille qui travaillent, venant chaque jour du Nord et du Sud du pays. Sans diminuer en rien l'horreur vécue au quotidien à Alep ou ailleurs, bien sûr, cette proximité nous blesse au cœur, avec une violence insoupçonnée parfois.

Depuis, des textes forts ont demandé pardon aux enfants de ce siècle auxquels nous léguons un monde devenu fou. D'autres se sont étonnés, indignés, que « nous restions à ce point entre nous », ignorant/es des histoires dont sont construites les vies des habitant/es du quartier voisin. Un certain nombre se sont tu, terrassés par l'impression que la fraternité qu'ils/elles appellent de leurs vœux, l'égalité des droits pour laquelle ils/elles se battent tous les jours, se meurent déjà. D'autres encore restent debout la nuit pour penser le monde qui vient...

Quelques jours plus tôt, le 18, l'Union européenne concluait un accord avec la Turquie pour garder loin de nous la misère montante et les peurs qui l'accompagnent. Tous les nouveaux migrants irréguliers arrivant en Grèce à partir du 20 mars 2016 pourront être refoulés vers la Turquie, pays reconnu désormais comme sûr pour les réfugiés, en particulier les réfugiés syriens...

Pour chaque Syrien/ne renvoyé en Turquie, un/e autre Syrien/ne, resté dans un camp de réfugiés en Turquie, pourra être envoyé en Europe... à concurrence de 72 000 personnes seulement. Le Liban, petit pays de moins de 6 millions d'habitant/es, accueille plus d'1,1 millions de réfugié/es syrien/nes, mais l'Europe (743 millions d'habitant/es) pour sa part a estimé qu'elle ne pouvait faire mieux. Quitte à supporter les espaces sans loi, de misère et de violence, que sont Calais en France et Idomèni, en Grèce. Le temps venu, expulsion musclée et gaz lacrymogènes feront le ménage. Jusqu'à la prochaine route migratoire qui vaudra toujours mieux que la mort assurée sous les bombes, jusqu'à un nouveau Calais, un nouvel Idomèni. Le jour où il n'en sera plus ainsi, c'est que l'Europe aura perdu tout attrait, comme espace démocratique, comme espace de liberté, comme espace possible d'une vie décente, y compris pour ses propres citoyen/nes.

Quels liens entre les attentats jihadistes et la politique européenne d'asile ?

D'une part, ne nous voilons pas la face et osons le mot, nous avons peur. Peur des explosions, peur de perdre des libertés chèrement acquises. Peur de voir nos voisin/es, nos ami/es de confession musulmane faire l'objet d'amalgames imbéciles et dangereux. Peur de n'avoir rien à proposer à nos enfants qu'un stupide et mortifère repli sur soi. Qu'il s'agisse d'explosifs ou de barbelés, les raisons d'avoir peur sont bien tangibles.

D'autre part, la tentation est bien réelle de dénier au politique tout pouvoir d'action et, conséquence immédiate, de ne lui reconnaître aucune responsabilité. La police et l'armée sont appelées en renfort, jusqu'à quand et avec quels pouvoirs ? Quant aux décisions européennes, il a bien fallu, quelque part et à un moment donné, que les États et leurs gouvernements en autorisent l'élaboration. Des gouvernements mandatés dans un cadre démocratique...

Sur son blog, Hugues Lepaige cite l'anthropologue Alain Bertho : « La souffrance sociale est soumise à la brutalité symbolique que constitue la perte d'un horizon historique et d'une figure de l'avenir. Nous subissons tous les conséquences culturelles de l'épuisement de la politique moderne qui s'inscrivait dans une histoire et voyait dans l'État l'enjeu et l'instrument central de toute transformation collective. L'impuissance politique se double du spectacle mondial de la corruption des pouvoirs. La perte de crédibilité de la parole des gouvernements et, par extension, de toute parole d'autorité est destructrice de l'espace public comme "usage public de la raison", comme l'a caractérisé Habermas. »

La (re)construction d'un espace public dynamique et démocratique relève de l'engagement de tous les progressistes, sans angélisme ni sectarisme, ce n'est pas un scoop. Depuis mars 2016, cette (re)construction est plus difficile... et plus indispensable que jamais. ••



Tarifs réduits à La Cité Miroir*

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

Devenez membre






**CENTRE D'ÉDUCATION
À LA RÉSISTANCE ET À LA CITOYENNETÉ**

Versez 10€ (5€ pour étudiant)
sur le compte BE14 0682 4315 5583

Une carte vous sera envoyée
et vous bénéficierez des avantages.

Plus d'informations :
www.territoires-memoire.be/membre



*Pour les activités programmées par Les Territoires de la Mémoire asbl, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl et MNEMA asbl.

Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Tolérance et à la Résistance • Aide-Mémoire est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Présidente : Dominique Dauby • Directeur : Jacques Smits • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Coordination et cellule pédagogique : 04 232 70 64 • Secrétariat et administration : 04 232 01 04 • Accueil et réservations visites : 04 232 70 60 • Centre de documentation : 04 232 70 62 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : accueil@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Dominique Dauby • Directeur de la publication : Jacques Smits • Directeur Adjoint : Philippe Marchal • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Dominique Dauby, Henri Deleersnijder, Gaëlle Henrard, Jérôme Jamin, Philippe Marchal, Gilles Rahier, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit • Infographie et mise en page : Héroufosse Communication - Polleur • Impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction.

Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs. •ISSN 1377-7831